Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 103° — Numero 75

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — **Roma - Giovedì, 22 marzo 1962** — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA – UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI – TEL. 650-139 650-841 652-361
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO – LIBRERIA DELLO STATO – PIAZZA G. VERDI 10, ROMA – TEL. 841-089 848-184 841-737 886-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI (Esclusi quelli recanti le norme sul trattamento economico e normativo dei lavoratori).
Annuo L. **13.390** - Semestrale L. **7.380** - Trimestrale L. **4.020** - Un fascicolo L. **60** - Fascicoli annate arretrate: il doppio

AI SUPPLEMENTI ORDINARI CONTENENTI LE NORME SUL TRATTAMENTO ECONOMICO E NORMATIVO DEI LAVORATORI
Annuo L. **12.030** - Semestrale L. **6.520** - Trimestrale L. **3.510**

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
Annuo L. **10.020** - Semestrale L. **5.520** - Trimestrale L. **3.010** - Un fascicolo L. **50** - Fascicoli annate arretrate: il doppio

I PREZZI sono comprensivi d'imposta di bollo
Per l'ESTERO i prezzi sono il doppio di quelli indicati per l'interno

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di Provincia. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte II, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni – via XX Settembre – Palazzo del Ministero delle Finanze). Le agenzie di Milano, Napoli e Firenze possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1961

1962

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

SUPPLEMENTI ORDINARI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 8 dicembre 1961, n. **1658.**

Adesione alla Convenzione sul mare territoriale e la zona contigua e alla Convenzione sull'alto mare, adottate a Ginevra il 29 aprile 1958 e loro esecuzione.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato:

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

le seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire alle seguenti Convenzioni adottate a Ginevra il 29 aprile 1958 dalla Conferenza delle Nazioni Unite sul diritto del mare:

a) Convenzione sul mare territoriale e la zona contigua;

b) Convenzione sull'alto mare.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alle Convenzioni di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore in conformità, rispettivamente, agli articoli 29 e 34 delle Convenzioni stesse.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 8 dicembre 1961

GRONCHI

FANFANI — SEGNI — JERVOLINO — ANDREOTTI — SCELBA — TRABUCCHI — GONELLA — COLOMBO — SPALLINO

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA

CONVENZIONE
sul mare territoriale e la zona contigua
(Ginevra, 29 aprile 1958)

ANNEXE I

CONVENTION SUR LA MER TERRITORIALE ET LA ZONE CONTIGUE

Les etats parties à la présente Convention
Sont convenus des disposition suivantes:

PREMIÈRE PARTIE

MER TERRITORIALE

Section I. — *Dispositions générales*

Article premier

1. La souveraineté de l'Etat s'étend, au-delà de son territoire et de ses eaux intérieures, à une zone de mer adjacente à ses côtes, désignée sous le nom de mer territoriale.

2. Cette souveraineté s'exerce dans les conditions fixées par les dispositions des présents articles et par les autres règles du droit international.

Article 2

La souveraineté de l'Etat riverain s'étend à l'espace aérien au-dessus de la mer territoriale, ainsi qu'au lit et au sous-sol de cette mer.

Section II. - *Limites de la mer territoriale*

Article 3

Sauf disposition contraire des présents articles, la ligne de base normale servant à mesurer la largeur de la mer territoriale est la laisse de basse mer longeant, la côte, telle qu'elle est indiquée sur les cartes marines a grande échelle reconnues officiellement par l'Etat riverain.

Article 4

1. Dan les régions où la ligne côtière présente de profondes échancrures et indentations, ou s'il existe un chapelet d'îles le long de la côte, à proxmité immédiate de celle-ci, la méthode des lignes de base droites reliant des points appropriés peut être adoptée pour le tracé de la ligne de base à partir de laquelle est mesurée la largeur de la mer territoriale.

2. Le tracé de ces lignes de base ne doit pas s'écarter de façon appréciable de la direction générale de la côte et les étendues de mer situées en deçà de ces lignes doivent être suffisamment liées au domaine terrestre pour être soumises au régime des eaux intérieures.

3. Les lignes de base ne sont pas tirées vers ou à partir des éminences découvertes à marée basse, à moins que des phares ou des installations similaires se trouvant en permanence au-dessus du niveau de la mer n'aient été construits sur ces éminences.

4. Dans le cas où la méthode des lignes de base droites s'applique conformément aux dispositions du paragraphe 1, il peut être tenu compte, pour la détermination de certaines lignes de base, des intérêts économiques propres à la région considérée et dont la réalité et l'importance sont clairement attestées par un long usage.

5. Le système des lignes de base droites ne peut être appliqué par un Etat de manière à couper de la haute mer la mer territoriale d'un autre Etat.

6. L'Etat riverain doit indiquer clairement les lignes de base droites sur des cartes marines, en assurant à celles-ci une publicité suffisante.

Article 5

1. Les eaux situées du côté de la ligne de base de la mer territoriale qui fait face à la terre font partie des eaux intérieures de l'Etat.

2. Lorsque l'établissement d'une ligne de base droite conforme à l'article 4 a pour effet d'englober comme eaux intérieures des zones qui étaient précédemment considérées comme faisant partie de la mer territoriale ou de la haute mer, le droit de passage inoffensif prévu aux articles 14 à 23 s'applique à ces eaux.

Article 6

La limite extérieure de la mer territoriale est constituée par une ligne dont chaque point est à une distance égale à la largeur de la mer territoriale du point le plus proche de la ligne de base.

Article 7

1. Le présent article ne concerne que les baies dont un seul Etat est riverain.

2. Aux fins des présents articles, une baie est une échancrure bien marquée dont la pénétration dans les terres par rapport à sa largeur à l'ouverture est telle qu'elle contient des eaux cernées par la côte et constitue plus qu'une simple inflexion de la côte. Toutefois, une échancrure n'est considérée comme une baie que si sa superficie est égale ou supérieure à celle d'un demi-cercle ayant pour diamètre la ligne tirée en travers de l'entrée de l'échancrure.

3. Aux fins de l'établissement des mesures, la superficie d'une échancrure est celle qui est comprise entre la laisse de basse mer autour du rivage de l'échancrure et une ligne tracée entre les laisses de basse mer de ses points d'entrée naturels. Lorsque, en raison de la présence d'îles, une échancrure a plus d'une entrée, le demi-cercle est tracé en prenant comme diamètre la somme des lignes fermant les différentes entrées. La superficie des îles situées à l'intérieur d'une échancrure est comprise dans la superficie totale de celle-ci.

4. Si la distance entre les laisses de basse mer des points d'entrée naturels d'une baie n'excède pas 24 milles, une ligne de démarcation peut être tracée entre ces deux laisses de basse mer, et les eaux ainsi enfermées sont considérées comme eaux intérieures.

5. Lorsque la distance entre les laisses de basse mer des points d'entrée naturels d'une baie excède 24 milles, une ligne de base droite de 24 milles est tracée à l'intérieur de la baie, de manière à enfermer la superficie d'eau la plus grande qu'il soit possible de délimiter par une ligne de cette longueur.

6. Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas aux baies dites « historiques », ni dans les cas où le système des lignes de base droites prévu par l'article 4 est appliqueé.

Article 8

Aux fins de délimitation de la mer territoriale, les installations permanentes faisant partie intégrante du système portuaire qui s'avancent le plus vers le large sont considérées comme faisant partie de la côte.

Article 9

Les rades qui servent normalement au chargement, au déchargement et au mouillage des navires, et qui sans cela seraient situées, totalement ou en partie, en dehors du tracé général de la limite extérieure de la mer territoriale, seront comprises dans la mer territoriale. L'Etat riverain doit délimiter nettement ces rades et les indiquer sur les cartes marines avec leurs limites, qui doivent faire l'objet d'une publicité suffisante.

Article 10

1. Une île est une étendue naturelle de terre entourée d'eau qui reste découverte à marée haute.

2. La mer territoriale d'une île est mesurée conformément aux dispositions des présents articles.

Article 11

1. Par hauts-fonds découvrants, il faut entendre les élévations naturelles de terrain qui sont entourées par la mer et découvertes à marée basse, mais recouvertes à marée haute. Dans les cas où des hauts-fonds découvrants se trouvent, totalement ou partiellement, à une distance du continent ou d'une île ne dépassant pas la largeur de la mer territoriale, la laisse de basse mer sur ces fonds peut être prise comme ligne de base pour mesurer la largeur de la mer territoriale.

2. Dans les cas où les hauts-fonds découvrants se trouvent totalement à une distance du continent ou d'une île supérieure à la largeur de la mer territoriale, ils n'ont pas de mer territoriale propre.

Article 12

1. Lorsque les côtes de deux Etats se font face ou sont limitrophes, aucun de ces Etats n'est en droit, à défaut d'accord contraire entre eux, d'étendre sa mer territoriale au-delà de la ligne médiante dont tous les points sont équidistants des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale de chacun des deux Etats. Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent cependant pas dans le cas où à raison de titres historiques ou d'autres circonstances spéciales, il est nécessaire de délimiter la mer territoriale des deux Etats autrement qu'il n'est prévu dans ces dispositions.

2. La ligne de démarcation entre les mers territoriales de deux Etats dont les côtes se font face ou sont limitrophes est tracée sur les cartes marines à grande échelle reconnues officiellement par les Etats riverains.

Article 13

Si un fleuve se jette dans la mer sans former d'estuaire, la ligne de base est une ligne droite tracée à travers l'embouchure du fleuve entre les points limites del la marée basse sur les rives.

Section III. - *Droit de passage inoffensif*

Sous-secton *a)*
Règles applicables à tous les navires

Article 14

1. Sous réserve des dispositions des présents articles, les navires de tous les Etats, riverains ou non de la

mer, jouissent du droit de passage inoffensif dans la mer territoriale.

2. Le passage est le fait de naviguer dans la mer territoriale, soit pour la traverser sans entrer dans les eaux intérieures, soit pour se rendre dans les eaux intérieures, soit pour prendre le large en venant des eaux intérieures.

3. Le passage comprend le droit de stoppage et de mouillage, mais seulement dans la mesure où l'arrêt ou le mouillage constituent des incidents ordinaires de navigation ou s'imposent au navire en état de relâche forcée ou de détresse.

4. Le passage est inoffensif tant qu'il ne porte pas atteinte à la paix, au bon ordre ou à la sécurité de l'Etat riverain. Ce passage doit s'effectuer en conformité des présents articles et des autres règles du droit international.

5. La passage des bateaux de pêche étrangers n'est pas considéré comme inoffensif si ces bateaux ne se conforment pas aux lois et règlements que l'Etat riverain peut édicter et publier en vue de leur interdire la pêche dans la mer territoriale.

6. Les navires sous-marins sont tenus de passer en surface et d'arborer leur pavillon.

Article 15

1. L'Etat riverain ne doit pas entraver le passage inoffensif dans la mer territoriale.

2. L'Etat riverain est tenu de faire connaître de façon appropriée tous les dangers dont il a connaissance, qui menacent la navigation dans sa mer territoriale.

Article 16

1. L'Etat riverain peut prendre, dans sa mer territoriale, les mesures nécessaires pour êmpecher tout passage qui n'est pas inoffensif.

2. En ce qui concerne les navires qui se rendent dans les eaux intérieures, l'Etat riverain a également le droit de prendre les mesures nécessaires pour prévenir toute violation des conditions auxquelles est subordonnée l'admission de ces navires dans lesdites eaux.

3. Sous réserve des dispositions du paragraphe 4, l'Etat riverain peut, sans établir de discrimination entre les navires étrangers, suspendre temporairement, dans des zones déterminées de sa mer territoriale, l'exercice du droit de passage inoffensif de navires étrangers si cette suspension est indispensable pour la protection de sa sécurité. La suspension ne prendra effet qu'après avoir été dûment publiée.

4. Le passage inoffensif des navires étrangers ne peut être suspendu dans les détroits qui, mettant en communication une partie de la haute mer avec une autre partie de la haute mer ou avec la mer territoriale d'un Etat étranger, servent à la navigation internationale.

Article 17

Les navires étrangers qui exercent le droit de passage inoffensif doivent se conformer aux lois et règlements édictés par l'Etat riverain en conformité avec les présents articles et les autres règles du droit international et, en particulier, aux lois et règlements concernant les transports et la navigation.

Sous-section *b*)
Règles applicables aux navires de commerce

Article 18

1. Il ne peut être perçu de taxes sur les navires étranger à raison de leur simple passage dans la mer territoriale.

2. Des taxes ne peuvent être perçues sur un navire étranger passant dans la mer territoriale qu'en rémunération de services déterminés rendus à ce navire. Ces taxes sont perçues sans discrimination.

Article 19

1. La juridiction pénale de l'Etat riverain ne devrait pas être exercée à bord d'un navire étranger passant dans la mer territoriale, pour l'arrestation d'une personne ou l'exécution d'actes d'instruction à raison d'une in infraction pénale commise à bord de ce navire lors du passage, sauf dans l'un ou l'autre des cas ci-après:

a) Si les conséquences de l'infraction s'étendent à l'Etat riverain;

b) Si l'infraction est de nature à troubler la paix publique du pays ou le bon ordre dans la mer territoriale;

c) Si l'assistance des autorités locales a été demandée par le capitaine du navire ou par le consul de l'Etat dont le navire bat pavillon; ou

d) Si ces mesures sont nécessaires pour la répression du trafic illicite des stupéfiants.

2. Les dispositions ci-dessus ne portent pas atteinte au droit de l'Etat riverain de prendre toutes mesures autorisées par sa legislation en vue de procéder à des arrestations ou à des actes d'instruction à bord d'un navire étranger qui passe dans la mer territoriale en provenance des eaux intérieures.

3. Dans les cas prévus aux paragraphes 1 et 2 du présent article, l'Etat riverain doit, si le capitaine le demande, aviser l'autorité consulaire de l'Etat du pavillon avant de prendre des mesures quelconques et faciliter le contact entre cette autorité et l'équipage du navire. En cas des nécessité urgente, cette notification peut être faite pendant que les mesures sont en cours d'exécution.

4. En examinant si l'arrestation doit être faite, et de quelle façon, l'autorité locale doit tenir compte des intérêts de la navigation.

5. L'Etat riverain ne peut prendre aucune mesure à bord d'un navire étranger qui passe dans la mer territoriale, en vue de procéder à une arrestation ou à des actes d'instruction à raison d'une infraction pénale commise avant l'entrée du navire dans la mer territoriale, si le navire, en provenance d'un port étranger, ne fait que passer dans la mer territoriale, sans entrer dans les eaux intérieures.

Article 20

1. L'Etat riverain ne devrait ni arrêter ni dérouter un navire étranger passant dans la mer territoriale pour l'exercice de la juridiction civile à l'égard d'une personne se trouvant à bord.

2. L'Etat riverain ne peut pratiquer, à l'égard de ce navire, de mesures d'exécution ou de mesures conservatoires en matière civile que si ces mesures sont prises

à raison d'obligations assumées ou de responsabilités encourues par ledit navire au cours ou en vue de la navigation lors de ce passage dans les eaux de l'Etat riverain.

3. Les dispositions du paragraphe précédent ne portent pas atteinte au droit de l'Etat riverain de prendre les mesures d'exécution ou les mesures conservatoires en matière civile que peut autoriser sa législation, à l'égard d'un navire étranger qui stationne dans la mer territoriale, ou qui passe dans la mer territoriale en provenance des eaux intérieures.

Sous-section c) - Règles applicables aux navires d'Etat autres que les navires de guerre

Article 21

Les régles prévues aux sous-sections A et B s'appliquent également aux navires d'Etat affectés à des fins commerciales.

Article 22

1. Les règles prévues à la sous-section A et à l'article 18 s'appliquent aux navires d'Etat affectés à des fins non commerciales.

2. A l'exception des dispositions auxquelles se réfère le paragraphe précédent, aucune disposition des presents articles ne porte atteinte aux immunités dont jouissent ces navires en vertu desdits articles ou des autres règles du droit international.

Sous-section *d)*
Règle applicable aux navires de guerre

Article 23

En cas d'inobservation par un navire de guerre des règles de l'Etat riverain sur le passage dans la mer territoriale, et faute par ce navire de tenir compte de l'invitation qui lui serait adressée de s'y conformer, l'Etat riverain peut exiger la sortie du navire hors de la mer territoriale.

Deuxième Partie
ZONE CONTIGUE

Article 24

1. Sur une zone de la haute mer contiguë à sa mer territoriale, l'Etat riverain peut exercer le contrôle nécessaire en vue:

a) De prévenir les contraventions à ses lois de police douanière, fiscale, sanitarie ou d'immigration sur son territoire ou dans sa mer territoriale;

b) De réprimer les contraventions à ces mêmes lois, commises sur son territoire ou dans sa mer territoriale.

2. La zone contiguë ne peut s'étendre au-delà de 12 milles à partir de la ligne de base qui sert de point de départ pour mesurer la largeur de la mer territoriale.

3. Lorsque les côtes de deux Etats sont adjacentes ou se font face, aucun de ces deux Etats n'aura le droit, à défaut d'accord contraire entre eux, d'étendre sa zone contiguë au-delà de la ligne médiane dont chaque point est équidistant des points les plus proches des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale de chacun de ces Etats.

Troisième partie
ARTICLES FINALS

Article 25

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux conventions ou aux autres accords internationaux en vigueur dans les rapports entre Etats parties à ces conventions ou accords.

Article 26

La présente Convention sera, jusqu'au 31 octobre 1958, ouverte à la signature de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée, ainsi que de tout autre Etat invité par l'Assemblée générale des Nations Unies à devenir partie à la Convention.

Article 27

La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 28

La présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tout Etat appartenant à l'une des catégories mentionnées à l'article 26. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 29

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront la Convention ou y adhéreront après le dépôt du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 30

1. Après expiration d'une période de cinq ans à partir de la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur, une demande de revision de la présente Convention peut être formulée en tout temps, par toute partie contractante, par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. L'Assemblée générale des Nations Unies statue sur les mesures à prendre, le cas échéant, au sujet de cette demande.

Article 31

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifie à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux autres Etats visés à l'article 26:

a) Les signatures apposées à la présente Convention et le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion, conformement aux articles 26, 27 et 28;

b) La date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur, conformément à l'article 29;

c) Les demandes de revision présentées conformément à l'article 30.

Article 32

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en fera tenir copie certifiée conforme à tous les Etats visés à l'article 26.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le vingt-neuf avril mil neuf cent cinquante-huit.

Pour l'Afghanistan:
A. R. PAZHWAK Oct. 30, 1958

Pour l'Albanie:

Pour l'Argentine:
A. LESCURE

Pour l'Australie:
E. RONALD WALKER 30th October 1958

Pour l'Autriche:
Dr. FRANZ MATSCH Oct. 27th 1958

Pour le Royaume de Belgique:

Pour la Bolivie:
M TAMASO 17th October 1958

Pour le Brésil:

Pour la Bulgarie:

(*Traduction du Secrétariat*) *Réserves*: *à l'article 20* - Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie considère que les navires d'Etat se trouvant dans des eaux etrangères jouissent de l'immunité et que, pour cette raison, les mesures mentionnées dans cet article ne peuvent leur être appliquées qu'avec le consentement de l'Etat dont le navire arbore la pavillon; **à** *l'article* 23 (Sous-section D. Règle applicable aux navires de guerre) - Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie considère que l'Etat riverain a le droit d'établir un régime d'autorisation pour le passage des navires de guerre étrangers dans ses eaux territoriales.

Dr. VOUTOV 31st October 1958

Pour l'Union Birmane:

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie:

(*Traduction du Secrétariat*): Réserves (1) aux articles 20 et 23. Texte des réserves joint en annexe.

K. KISSELEV

(1) *Texte des réserves*:

Article 20 — Le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie considère que les navires d'Etat jouissent de l'immunité dans les eaux territoriales étrangères et que, pour cette raison, les mesures prévues dans cet article ne peuvent leur être appliquées qu'avec le consentement de l'Etat dont le navire arbore le pavillon.

Article 23 (Sous-section *D.* Règle applicable aux navires de guerre) — Le Gouvernement de la République socialiste soviètique de Biélorussie considere que l'Etat riverain a le droit d'établir un régime d'autorisation pour le passage des navires de guerre étrangers dans ses eaux territoriales.

Pour le Cambodge:

Pour le Canada:
GEORGE A. DREW

Pour Ceylan:
C. COREA 30-X-58

Pour le Chili:

Pour la Chine:
LIU CHIEH
YU-CHI HSUEH

Pour la Colombie:

Con la aclaración anexa
(*Traduction du Secrétariat*): La délégation colombienne déclare, aux fins de la Convention sur la mer territoriale et la zone contiguë, que l'article 98 de la Constitution de son pays subordonne le passage de troupes étrangères sur le territoire national à l'autorisation du Sénat et que, en vertu d'une interprétation par analogie, le passage des navires de guerre étrangers par les eaux territoriales colombiennes est également subordonné à cette autorisation.

JUAN URIBE HOLGUÍN
JOSÉ JOAQUÍN CAICEDO CASTILLA

Pour le Costa-Rica:
RAÚL TREJOS FLORES

Pour Cuba:
F. V. GARCÍA AMADOR

Pour la Tchécoslovaquie:

With the following reservations:

« In view of the fact that the Conference had not adopted a special article concerning the passage of warships through the territorial waters of foreign States, the Government of the Czechoslovak Republic deems it necessary to stress that articles 14 and 23 cannot in any sense be interpreted as establishing a right of innocent passage for warships through the territorial waters.

« The Government of the Czechoslovak Republic holds that under international law in force all government ships without distinction enjoy immunity and therefore does not agree with the application of articles 19 and 20 of the Convention to government ships operated for commercial purposes ».

KAREL KURKA 30 October 1958

Pour le Danemark:
MAX SORENSEN
T. OLDENBURG

Pour la République Dominicaine:
A. ALVAREZ AYBAR

Pour l'Equateur:

Pour le Salvador:

Pour l'Ethiopie:

Pour la Fédération de Malaisie:

Pour la Finlande:
G. A. GRIPENBERG 27 octobre 1958

Pour la France:

Pour la Republique Fédérale d'Allemagne:

Pour le Ghana:
RICHARD QUARSHIE
K. B. ASANTE

Pour la Grèce:

Pour le Guatemala:
L. AYCINENA SALAZAR

Pour Haïti:
RIGAL

Pour le Saint-Siège:
P. DEMEUR 30.4.1958

Pour le Honduras:

Pour la Hongrie:
Subject to reservations attached to article 14, 23 and 21

Article 14 *and* 23: The Government of the Hungarian People's Republic is of the opinion that the coastal State is entitled to make the passage of warships through its territorial waters subject to previous authorization; *article* 21: The Government of the Hungarian People's Republic is of the opinion that the rules contained in Sub-Section B of Section III of Part I of the Convention are generally inapplicable to government ships operated for commercial purposes so far as they encroach on the immunities enjoyed under international law by all government ships, whether commercial or non-commercial, on foreign territorial waters. Consequently, the provisions of Sub-Section B restricting the immunities of government ships operated for commercial purposes are applicable only upon consent of the State whose flag the ship flies ».

DR. SZITA JÁNOS 31.X.1958

Pour l'Islande:
H. G. ANDERSEN

Pour l'Inde:

Pour l'Indonésie:

Pour l'Iran:
Subject to reservations

Translation by the Secretariat: In signing the Convention on the Therritorial Sea and the Contiguous Zone, I make the following reservation: *Article* 14. The Iranian Government maintains the objection, on the ground ef excess of competence, expressed by its delegation at the twelfth plenary meeting of the Conference on the Law of the Sea on 24 April 1958, to the articles recommended by the Fifth Committee of the Conference and incorporated in part in article 14 of this Convention. The Iranian Government accordingly reserves alla rights regarding the contents of this article in so far as it relates to countries having no sea coast.

DR. A. MATINE-DAFTARY May 28, 1958

Pour l'Irak:

Pour l'Irlande:
FRANK AIKEN 2-10-1958

Pour Israël:
SHABTAI ROSENNE

Pour l'Italie:

Pour le Japon:

Pour le Royaume hachémite de Jordanie:

Pour la République de Corée:

Pour le Laos:

Pour le Liban:

Pour le Libéria:
ROCHEFORTE L. WEEKS 27/5/58

Pour la Libye:

Pour le Grand-Duché de Luxembourg:

Pour le Mexique:

Pour Monaco:

Pour le Maroc:

Pour le Népal:
RISHIKESH SHAHA

Pour le Royaume des Pays Bas:
C. SCHURMANN 31 October 1958

Pour la Nouvelle-Zélande:
FOSS SHANAHAN 29 October 1958

Pour le Nicaragua:

Pour le Royaume de Norvège:

Pour le Pakistan:
ALY KHAN 31st October 1958

Pour le Panama:
CARLOS SUCRE C. 2.5.1958

Pour le Paraguay:

Pour le Pérou:

Pour la République des Philippines:

Pour la Pologne:

Pour le Portugal:
Sous réserve de ratification
VASCO VIEIRA GARIN 28 October 1958

Pour la Roumanie:

« Sous les réserves suivantes: 1) *à l'article* 20: le Gouvernement de la République populaire Roumaine estime que les navires d'Etat jouissent de l'immunité dans les eaux territoriales étrangères et que l'application des mesures prévues dans cet article peut avoir lieu pour ces navires seulement avec l'assentiment de l'Etat sous le pavillon duquel ils naviguent; 2) *à l'ar-*

ticle 23: le Gouvernement de la République populaire Roumaine estime que l'Etat riverain a le droit d'établir que le passage des navires de guerre étrangers par ses eaux territoriales est subordonné à une approbation préalable ».

M. MAGHERU 31 octobre 1958

Pour Saint-Marin:

Pour l'Arabie Saoudite:

Pour l'Espagne:

Pour le Soudan:

Pour la Suède:

Pour la Suisse:
F. SCHNYDER 22 octobre 1958

Pour la Thaïlande:
LUANG CHAKRAPANI SRISILVISUDDHI

Pour la Tunisie:
« Sous la réserve suivante: Le Gouvernement de la République Tunisienne ne se considère pas comme lié par les dispositions de l'article 16, paragraphe 4, de la présente Convention ».

MONGI SLIM le 30 octobre 1958

Pour la Turquie:

Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine:
(*Traduction du Secrétariat*): Réserves * aux articles 20 et 23. Texte des réserves joint en annexe.

L. PALAMARTCHOUK 30 October 1958

* *Texte des réserves*:

Article 20 — Le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine considéré que les navires d'Etat jouissent de l'immunité dans les eaux territoriales étrangères et que, pour cette raison, les mesures prévues dans cet article ne peuvent leur être appliquées qu'avec le consentement de l'Etat dont le navire arbore le pavillon.

Article 23 (Sous-section *D.* Règle applicable aux navires de guerre) — Le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine considère que l'Etat riverain a le droit d'établir un régime d'autorisation pour le passage des navires de guerre étrangers dans ses eaux territoriales.

Pour l'Union Sud-Africaine:

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:
(*Traduction du Secrétariat*): Réserves * aux articles 20 et 23. Texte des réserves joint en annexe.

V. ZORINE 30 October 1958

* *Texte des réserves*:

Article 20 — Le Gouvernement de l'Union des Républiques socailistes soviétiques considère que les navires d'Etait jouissent de l'immunité dans les eaux étrangères et que, pour cette raison, les mesures prévues dans cet article ne peuvent leur être appliquées qu'avec le consentement de l'Etat dont le navire arbore le pavillon.

Article 23 (Sous-section *D.* Règle applicable aux navires de guerre) — Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques considère que l'Etat riverain a le droit d'établir un régime d'autorisation pour le passage des navires de guerre étrangers dans ses eaux territoriales.

Pour la République Arabe Unie:

Pour le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord:
PIERSON DIXON 9 Sept. 1958

Pour les Etats-Unis d'Amérique:
ARTHUR H. DEAN 15 Sept. 1958

Pour l'Uruguay:
CARLOS CARBAJAL
H. MARTÍNEZ MONTERO

Pour le Venezuela:
Traduction du Secrétariat: La République du Venezuela déclare en signant la présente Convention qu'en ce qui concerne l'article 12 existe des circonstances spéciales qui devront être prises en considération pour les régions suivantes: golfe de Paria et zones adjacentes à ce golfe; région comprise entre les côtes vénézuéliennes et l'île d'Aruba; golfe de Venezuela.

CARLOS SOSA RODRÍGUEZ October 30th 1958

Pour le Viet-Nam:

Pour le Yémen:

Pour la Yougoslavie: Avec la réserve de ratification
MILAN BARTOS
V. POPOVIC

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SEGNI

CONVENZIONE SULL'ALTO MARE
(Ginevra, 29 aprile 1958)

ANNEXE II

CONVENTION SUR LA HAUTE MER

Les Etats parties à la présente Convention,

Désireux de codifier les règles du droit international relatives à la haute mer,

Reconnaissant que les dispositions ci-après, adoptées par la Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer, tenue à Genève du 24 février au 27 avril 1958, sont pour l'essentiel déclaratoires de principes établis du droit international,

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier

On entend par « haute mer » toutes les parties de la mer n'appartenant pas à la mer territoriale ou aux eaux intérieures d'un Etat.

Article 2

La haute mer étant ouverte à toutes les nations, aucun Etat ne peut légitimement prétendre en soumettre une partie quelconque à sa souveraineté. La liberté de la haute mer s'exerce dans les conditions que déterminent les présents articles et les autres règles du droit international. Elle comporte notamment, pour les Etats riverains ou non de la mer:

1) la liberté de la navigation;
2) la liberté de la pêche;
3) la liberté d'y poser des câbles et des pipe-lines sous-marins;
4) la liberté de la survoler.

Ces libertés, ainsi que les autres libertés reconnues par les principes généraux du droit international, sont exercées par tous les Etats en tenant raisonnablement compte de l'intérêt que la liberté de la haute mer présente pour les autres Etats.

Article 3

1. Pour jouir des libertés de la mer à l'égal des Etats riverains de la mer, les Etats dépourvus de littoral devraient accéder librement à la mer. A cet effet, les Etats situés entre la mer et un Etat dépourvu de littoral accorderont, d'une commune entente et en conformité avec les conventions internationales en vigueur:

a) A l'Etat dépourvu de littoral, sur une base de réciprocité, le libre transit à travers leur territoire;

b) Aux navires arborant le pavillon de cet Etat un traitement égal à celui de leurs propres navires ou des navires de n'importe quel autre Etat, en ce qui concerne l'accès aux ports maritimes et leur utilisation.

2. Les Etats situés entre la mer et un Etat dépourvu de littoral régleront, d'un commun accord avec celui-ci, en tenant compte des droits de l'Etat riverain ou de transit et des particularités de l'Etat sans littoral, toutes questions relatives à la liberté de transit et à l'égalité de traitement dans les ports, au cas où ces Etats ne seraient pas déjà parties aux convention internationales en vigueur.

Article 4

Tous les Etats, riverains ou non de la mer, ont le droit de faire naviguer en haute mer des navires arborant leur pavillon.

Article 5

1. Chaque Etat fixe les conditions auxquelles il accorde sa nationalité aux navires ainsi que les conditions d'immatriculation et du droit de battre son pavillon. Les navires possèdent la nationalité de l'Etat dont ils sont autorisés à battre pavillon. Il doit exister un lien substantiel entre l'Etat et le navire; l'Etat doit notamment exercer effectivement sa juridiction et son contrôle, dans les domaines technique, administratif et social, sur les navires battant son pavillon.

2. Chaque Etat délivre aux navires auxquels il a accordé le droit de battre son pavillon des documents à cet effet.

Article 6

1. Les navires naviguent sous le pavillon d'un seul Etat et se trouvent soumis, sauf dans les cas exceptionnels expressément prévus par les traités internationaux ou par les présents articles, à sa juridiction exclusive en haute mer. Aucun changement de pavillon ne peut intervenir au cours d'un voyage ou d'une escale, sauf en cas de transfert réel de la propriété ou de changement de l'immatriculation.

2. Un navire naviguant sous les pavillons de deux ou plusieurs Etats, dont il fait usage à sa convenance, ne peut se prévaloir, vis-à-vis de tout Etat tiers, d'aucune de ces nationalités, et peut être assimilé à un navire sans nationalité.

Article 7

Les dispositions des articles précédents ne préjugent en rien la question des navires affectés au service officiel d'une organisation intergouvernementale battant pavillon de l'organisation.

Article 8

1. Les navires de guerre jouissent en haute mer d'une immunité complète de juridiction de la part d'Etats autres que l'Etat du pavillon.

2. Aux fins des présents articles, l'expression « navire de guerre » désigne un navire appartenant à la marine de guerre d'un Etat et portant les signes extérieurs distinctifs des navires de guerre de sa nationalité. Le commandant doit être au service de l'Etat, son nom doit figurer sur la liste des officiers de la flotte militaire, et l'équipage doit être soumis aux règles de la discipline militaire.

Article 9

Les navires appartenant à un Etat ou exploités par lui et affectés seulement à un service gouvernemental non commercial jouissent, en haute mer, d'une immunité complète de juridiction de la part d'Etats autres que l'Etat du pavillon.

Article 10

1. Tout Etat est tenu de prendre à l'égard des navires arborant son pavillon les mesures nécessaires pour assurer la sécurité en mer, notamment en ce qui concerne:

a) L'emploi des signaux, l'entretien des communications et la prévention des abordages;

b) La composition et les conditions de travail des équipages, en tenant compte des instruments internationaux applicables en matière de travail;

c) La construction et l'armement du navire et son aptitude à tenir la mer.

2. En prescrivant ces mesures, chaque Etat est tenu de se conformer aux normes internationales généralement acceptées et de prendre toutes les dispositions nécessaires pour en assures le respect.

Article 11

1. En cas d'abordage ou de tout autre événement de navigation concernant un navire en haute mer, de nature à engager la responsabilité pénale ou disciplinaire du capitaine ou de toute autre personne au service du navire, aucune poursuite pénale ou disciplinaire ne peut être intentée contre ces personnes que devant les autorités judiciaires ou administratives, soit de l'Etat du pavillon, soit de l'Etat dont ces personnes ont la nationalité.

2. En matière disciplinaire, l'Etat qui a délivré un brevet de commandement ou un certificat de capacité est seul compétent pour prononcer, après procédure régulière de droit, le retrait de ces titres, même si le titulaire n'a pas la nationalité de l'Etat de délivrance.

3. Aucune saisie ou retenue du navire ne peut être ordonnée, même pour des mesures d'instruction, par des autorités autres que celles de l'Etat du pavillon.

Article 12

1. Tout Etat est tenu d'obliger le capitaine d'un navire naviguant sous son pavillon, autant que le capitaine peut le faire sans danger sérieux pour le navire, l'équipage ou les passagers:

a) A prêter assistance à toute personne trouvée en mer en danger de se perdre;

b) A se porter à toute la vitesse possible au secours des personnes en détresse, s'il est informé de leur besoin d'assistance, dans la mesure où l'on peut raisonnablement compter sur cette action de sa part;

c) Après un abordage, à prêter assistance à l'autre navire, à son équipage et à ses passagers et, dans la mesure du possible, à indiquer à l'autre navire le nom de son propre navir, son port d'enregistrement et le port le plus proche qu'il touchera.

2. Tous les Etats riverains favoriseront la création et l'entretien d'un service adéquat et efficace de recherche et de sauvetage pour assurer la sécurité en mer et au-dessus de la mer, et concluront à cette fin, le cas échéant, des accords régionaux de coopération mutuelle avec les Etats voisins.

Article 13

Tout Etat est tenu de prendre des mesures efficaces pour empêcher et punir le transport des esclaves sur les navires autorisés à arborer son pavillon et pour empêcher l'usurpation de son pavillon à cette fin. Tout esclave qui se réfugie sur un navire, quel que soit son pavillon, est libre *ipso facto*.

Article 14

Tous les Etats doivent coopérer dans toute la mesure du possible à la répression de la piraterie en haute mer ou en tout autre endroit ne relevant de la juridiction d'aucun Etat.

Article 15

Constituent la piraterie les actes ci-après énumérés:

1) Tout acte illégitime de violence, de détention, ou toute déprédation commis pour des buts personnels par l'équipage ou les passagers d'un navire privé ou d'un aéronef privé, et dirigés:

a) En haute mer, contre un autre navire ou aéronef, ou contre des personnes ou des biens à leur bord;

b) Contre un navire ou aéronef, des personnes ou des biens, dans un lieu ne relevant de la juridiction d'aucun Etat;

2) Tous actes de participation volontaire à l'utilisation d'un navire ou d'un aéronef, lorsque celui qui les commet a connaissance de faits conférant à ce navire ou à cet aéronef le caractère d'un navire ou d'un aéronef pirate;

3) Toute action ayant pour but d'inciter à commettre des actes définis aux articles 1 ou 2 du présent article, ou entreprise avec l'intention de les faciliter.

Article 16

Les actes de piraterie, tels qu'ils sont définis à l'article 15, perpétrés par un navire de guerre ou un navire d'Etat ou un aéronef d'Etat dont l'équipage mutiné s'est rendu maître, sont assimilés à des actes commis par un navire privé.

Article 17

Son considérés comme navires ou aéronefs pirates les navires ou aéronefs destinés, par les personnes sous le contrôle desquelles ils se trouvent effectivement, à commettre l'un des actes visés à l'article 15. Il en est de même des navires ou aéronefs qui ont servi à commettre de tels actes, tant qu'ils demeurent sous le contrôle des personnes coupables de ces actes.

Article 18

Un navire ou aéronef peut conserver sa nationalité malgré sa transformation en navire ou aéronef pirate. La conservation ou la perte de la nationalité sont déterminées conformément à la loi de l'Etat qui avait conféré cette nationalité.

Article 19

Tout Etat peut saisir un navire ou un aéronef pirate, ou un navire capturé à la suite d'actes de piraterie et qui est au pouvoir de pirates, et appréhender les personnes et saisir les biens se trouvant à bord dudit navire ou aéronef, en haute mer ou en tout autre lieu ne relevant de la juridiction d'aucun Etat. Les tribunaux de l'Etat qui a opéré la saisie peuvent se prononcer sur les peines à infliger, ainsi que sur les mesures à prendre en ce qui concerne les navires, les aéronefs ou les biens, réserve faite des droits de tierces personnes de bonne foi.

Article 20

Lorsque la saisie d'un navire ou aéronef suspect de piraterie a été effectuée sans motif suffisant, l'Etat qui a appréhendé le navire ou l'aéronef est responsable, vis-à-vis de l'Etat dont le navire ou l'aéronef a la nationalité, de toute perte ou de tout dommage causés par la capture.

Article 21

Toute saisie pour cause de piraterie ne peut être exécutée que par des navires de guerre ou des aéronefs militaires, ou par d'autres navires ou aéronefs affectés à un service public et autorisés à cet effet.

Article 22

1. Sauf dans les cas où les actes d'ingérence sont fondés sur des pouvoirs accordés par traité, un navire de guerre rencontrant en haute mer un navire de commerce étranger ne peut l'arraisonner à moins qu'il n'y ait un motif sérieux de penser:

a) Que ledit navire se livre à la piraterie; ou

b) Que le navire se livre à la traite des esclaves; ou

c) Que le navire, arborant un pavillon étranger ou réfusant de hisser son pavillon, est en réalité un navire ayant la même nationalité que le navire de guerre.

2. Dans les cas prévus aux alinéas *a*), *b*), et *c*), le navire de guerre peut procéder à la vérification des titres autorisant le port du pavillon. A cette fin, il peut envoyer une embarcation, sous le commandement d'un officier, au navire suspect. Si, après vérification des papiers, les soupçons subsistent, il peut procéder à un examen ultérieur à bord du navire, qui doit être effectué avec tous les égards possibles.

3. Si les soupçons ne se trouvent pas fondés, et que le navire arrêté n'ait commis aucun acte les justifiant, il doit être indemnisé de toute perte ou de tout dommage.

Article 23

1. La poursuite d'un navire étranger peut être engagée si les autorités compétentes de l'Etat riverain ont de bonnes raisons de penser que ce navire a contrevenu aux lois et règlements de cet Etat. Cette poursuite doit commencer lorsque le navire étranger ou une de ses embarcations se trouve dans les eaux intérieures, dans la mer territoriale ou dans la zone contiguë de l'Etat poursuivant, et ne peut être continuée au-delà des limites de la mer territoriale ou de la zone contiguë qu'à condition de ne pas avoir été interrompue.

Il n'est pas nécessaire que le navire qui ordonne de stopper à un navire étranger naviguant dans la mer territoriale ou dans la zone contiguë s'y trouve également au moment de la réception dudit ordre par le navire intéressé. Si le navire étranger se trouve dans une zone contiguë telle qu'elle est définie à l'article 24 de la Convention sur la mer territoriale et la zone contiguë, la poursuite ne peut être entamée que pour cause de violation de droits que l'institution de ladite zone avait pour objet de protéger.

2. Le droit de poursuite cesse dès que le navire poursuivi entre dans la mer territoriale du pays auquel il appartient ou dans celle d'une tierce puissance.

3. La poursuite n'est considérée comme étant commencée qu'à condition que le navire poursuivant se soit assuré, par les moyens utilisables dont il dispose, que le navire poursuivi ou l'une de ses embarcations ou d'autres embarcations qui travaillent en équipe et utilisent le navire poursuivi comme navire gigogne se trouvent à l'intérieur des limites de la mer territoriale, ou le cas échéant, dans la zone contiguë. La poursuite ne peut être commencée qu'après l'émission d'un signal de stopper, visuel ou auditif, donné à une distance permettant au navire intéressé de le voir ou de l'entendre.

4. Le droit de poursuite ne peut être exercé que par des navires de guerre ou des aéronefs militaires ou d'autres navires ou aéronefs affectés à un service public et spécialement autorisés à cet effet.

5. Dans le cas d'une poursuite effectuée par un aéronef:

a) Les dispositions des paragraphes 1 à 3 du présent article s'appliquent *mutatis mutandis* à ce mode de poursuite;

b) L'aéronef qui donne l'ordre de stopper doit lui-même poursuivre activement le navire jusqu'à ce qu'un navire ou au aéronef de l'Etat riverain alerté par l'aéronef arrive sur les lieux pour continuer la poursuite, à moins que l'aéronef ne puisse lui-même arrêter le navire. Pour justifier l'arraisonnement d'un navire en haute mer, il ne suffit pas que celui-ci ait été simplement repéré par l'aéronef comme ayant commis une infraction ou comme étant suspect d'infraction, s'il n'a pas été à la fois requis de stopper et poursuivi par l'aéronef lui-même ou par d'autres aéronefs ou navires qui continuent la poursuite sans interruption.

6. La relaxe d'un navire arrêté à un endroit relevant de la juridiction d'un Etat et escorté vers un port de cet Etat, en vue d'un examen par les autorités compétentes, ne peut être exigée du seul fait que le navire et son escorte aient traversé une partie de la haute mer lorsque les circonstances ont rendu nécessaire cette traversée.

7. Si un navire a été arraisonné ou saisi en haute mer dans des circonstances qui ne justifient pas l'exercice du droit de poursuite, il doit être indemnisé de toute perte ou de tout dommage.

Article 24

Tout Etat est tenu d'édicter des règles visant à eviter la pollution des mers par les hydrocarbures répandus par les navires ou les pipe-lines, ou résultant de l'exploitation et de l'exploration du sol et du sous-sol sous-marins, en tenant compte des dispositions conventionnelles existant en la matière.

Article 25

1. Tout Etat est tenu de prendre des mesures pour éviter la pollution des mers due à l'immersion de déchets radio-actifs, en tenant compte de toutes normes et de toutes réglementations qui auront pu être élaborées par les organismes internationaux compétents.

2. Tous les Etats sont tenus de coopérer avec les organismes internationaux compétents à l'adoption de mesures tendant à éviter la pollution des mers ou de l'espace aérien surjacent, résultant de toutes activités qui comportent l'emploi de matériaux radio-actifs ou d'autres agents nocifs.

Article 26

1. Tout Etat a le droit de poser des câbles et des pipe-lines sous-marins sur le lit de la haute mer.

2. L'Etat riverain ne peut entraver la pose ou l'entretien de ces câbles ou pipe-lines, réserve faite de son droit de prendre des mesures raisonnables pour l'exploration du plateau continental et l'exploitation de ses ressources naturelles.

3. En posant ces câbles ou pipe-lines, l'Etat en question doit tenir dûment compte des câbles ou pipe-lines déjà installés sur le lit de la mer. En particulier, il ne doit pas entraver les possibilités de réparation des câbles ou pipe-lines existants.

Article 27

Tout Etat est tenu de prendre les mesures législatives nécessaires afin que la rupture ou la détérioration, par un navire battant son pavillon ou par une personne soumise à sa juridiction, d'un câble sous-marin en haute mer, faite volontairement ou par négligence coupable, et qui pourrait avoir pour résultat d'interrompre ou d'entraver les communications télégraphiques ou téléfoniques, ainsi que la rupture ou la détérioration dans les mêmes conditions d'un câble à haute tension ou d'un pipe-line sous-marins, constituent des infractions passibles de sanction. Cette disposition ne s'applique pas aux ruptures ou détériorations dont les auteurs n'auraient en que le but légitime de protéger leur vie ou la sécurité de leur navire, après avoir pris toutes les précautions nécessaires pour éviter ces ruptures ou détériorations.

Article 28

Tout Etat est tenu de prendre les mesures législatives nécessaires afin que les personnes soumises à sa juridiction qui sont propriétaires d'un câble ou d'un pipe-line en haute mer et qui, par la pose ou la réparation de ce câble ou de ce pipe-line, causent la rupture ou la détérioration d'un autre câble ou d'un autre pipe-line, en supportent les frais de réparation.

Article 29

Tout Etat est tenu de prendre les mesures législatives nécessaires afin que les propriétaires des navires qui peuvent prouver qu'ils ont sacrifié une ancre, un filet ou un autre engin de pêche pour ne pas endommager un câble ou un pipe-line sous-marins soient indemnisés par le propriétaire du câble ou du pipe-line, à condition qu'ils aient pris préalablement toutes mesures de précaution raisonnables.

Article 30

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux conventions ou aux autres accords internationaux en vigueur dans les rapports entre Etats parties à ces conventions ou accords.

Article 31

La présente Convention sera, jusqu'au 31 octobre 1958, ouverte à la signature de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou d'une institution spécialisée, ainsi que de tout autre Etat invité par l'Assemblée générale des Nations Unies à devenir partie à la Convention.

Article 32

La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 33

La présente Convention sera ouverte à l'adhésion de tout Etat appartenant à l'une des catégories mentionnées à l'article 31. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Article 34

1. La présente Convention entrera en vigueur le trentième jour qui suivra la date du dépôt auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion.

2. Pour chacun des Etats qui ratifieront la Convention ou y adhéreront après le dépôt du vingt-deuxième instrument de ratification ou d'adhésion, la Convention entrera en vigueur le trentième jour après le dépôt par cet Etat de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Article 35

1. Après expiration d'une période de cinq ans à partir de la date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur, une demande de revision de la présente Convention peut être formulée en tout temps, par toute Partie contractante, par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

2. L'Assembée générale des Nations Unies, statue sur les mesures à prendre, le cas échéant, au sujet de cette demande.

Article 36

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifie à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux autres Etats visés à l'article 31:

a) Les signatures apposées à la présente Convention et le dépôt des instruments de ratification ou d'adhésion, conformément aux articles 31, 32 et 33;

b) La date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur, conformément à l'article 34;

c) Les demandes de revision présentées conformément à l'article 35.

Article 37

L'original de la présente Convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en fera tenir copie certifiée conforme à tous les Etats visés à l'article 31.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, on signé la présente Convention.

Fait à Genève, le vingt-neuf avril mil neuf cent cinquante-huit.

Pour l'Afghanistan:
A. R. PAZHWAK — Oct. 30, 1958

Pour l'Albanie:

Pour l'Argentine:
A. LESCURE

Pour l'Australie:
E. RONALD WALKER — 30th October 1958

Pour l'Autriche:
Dr. FRANZ MATSCH — Oct. 27th 1958

Pour le Royaume de Belgique:

Pour la Bolivie:
M. TAMAYO — 17th October, 1958

Pour le Brésil:

Pour la Bulgarie:

(*Traduction du Secrétariat*): *Réserve à l'article* 9: Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie considère que le principe du droit international selon lequel un navire n'est soumis en haute mer qu'à la juridiction de l'Etat sous le pavillon duquel il navigue s'applique sans limitation d'aucune sorte à tous les navires d'Etat.

Declaration: Le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie considère que la définition de la piraterie donnée dans la Convention ne mentionne pas certains actes qui doivent être considérés comme acte de piraterie selon le droit international actuel et ne répond pas à la nécessité d'assurer la liberté de navigation sur les routes maritimes internationales.

Dr. VOUTOV — 31st October 1958

Pour l'Union Birmane:

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie:

(*Traduction du Secrétariat*): Réserve * à l'article 9 et déclaration **. Texte de la réserve et de la déclaration joint en annexe.

K. KISSELEV — 30.X.1958

* *Texte de réserve*:
Article 9: Le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie considère que le principe du droit international selon lequel un navire n'est soumis en haute mer qu'à la juridiction de l'Etat sous le pavillon duquel il navigue s'applique sans limitation d'aucune sorte à tous les navires d'Etat.

** *Texte de la déclaration*:
* Le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie considère que la définition de la piraterie donnée dans la Convention ne mentionne pas certains actes qui doivent être considérés comme actes de piraterie selon le droit international actuel et ne répond pas à la nécessité d'assurer la liberté de navigation sur les routes maritimes internationales.

Pour le Cambodge:

Pour le Canada:
GEORGE A. DREW

Pour Ceylan:
C. Corea 30.X.1958

Pour le Chili:

Pour la Chine:
Liu Chieh
Yu-chi Hsueh

Pour la Colombie:
Juan Uribe Holguín
José Joaquín Caicedo Castilla

Pour le Costa-Rica:
Raúl Trejos Flores

Pour Cuba:
F. V. García Amador

Pour la Tchécoslovaquie:
With the following reservation to article 9:
« The Government of the Czechoslovak Republic holds that under international law in force government ships operated for commercial purposes also enjoy on the high seas complete immunity from the jurisdiction of any State other than the flag Etate ».

Declaration: « The Government of the Czechoslovak Republic maintains that the notion of piracy as defined in the Convention is neither in accordance with the present international law nor with the interest of safeguarding the freedom of navigation on the high seas ».

Karel Kurka 30 October 1958

Pour le Danemark:
Max Sorensen
T. Oldenburg

Pour la République Dominicaine:
A. Alvarez Aybar

Pour l'Equateur:

Pour le Salvador:

Pour l'Ethiopie:

Pour la Fédération de Malaisie:

Pour la Finlande:
G. A. Gripenberg 27 octobre 1958

Pour la France:
G. Georges-Picot 30 octobre 1958

Pour la République fédérale d'Allegnagne:
Werner Dankwort 30 October 1958

Pour le Ghana:
Richard Quarshie
K. B. Asante

Pour la Grèce:

Pour le Guatemala:
L. Aycinena Salazar

Pour Haïti:
Rigal

Pour le Saint-Siège:
P. Demeur 30.4.1958

Pour le Honduras:

Pour la Hongrie:
Subject to reservation * attached to article 9:
Dr. Szita János ** 31.X.1958

* *Texte des réservation*:
« The Government of the Hungarian People's Republic is of the opinion that, according to the general rules of international law, ships owned or operated by a State and used on government service, whether commercial or noncommercial, enjoy on the high seas the same immunity as warships ».

** *Declaration*:
« The Government of the Hungarian People's Republic declares that the definition of piracy as given in the Convention is not consistent with present international law and does not serve the general interests of the freedom of navigation on the high seas ».

Pour l'Islande:
H. G. Andersen

Pour l'Inde:

Pour l'Indonésie:
Ahmad Soebardjo 8th May 1958

Pour l'Iran: Subjet to reservations
Dr. A. Matine-Daftary May 28, 1958

Traslation by the Secretariat: In signing the Convention on the High Seas, I make the following reservations:

Article 2. With respect to the worlds « no State may validy purport to subject any part of them to its sovereignty », it shall be understood that this prohibition does not apply to the continental shelf, which is governed by article 2 of the Convention on the Continental Shelf.

Articles 2, 3 *and* 4. The Iranian Government maintains the objection on the ground of excess of competence, expressed by its delegation at the twelfth plenary meeting of the Conference on the Law of the Sea on 24 Avril 1958, to the articles recommended by the Fifth Committee of the Conference and incorporated in the afore-mentioned articles of the Convention on the High Seas. The Iranian Government accordingly reserves all rights regarding the contents of these articles in so far they relate to countries having no sea coast.

Article 2 (3) - *article* 26, *paragraphs* 1 *and* 2. Application of the provisions of these articles relating to the laying od submarine cables and pipelines shall be subject to the authorization of the coastal State, in so far as the continental shelf is concerned.

Pour l'Irak:

Pour l'Irlande:
Frank Aiken 2-10-1958

Pour Israël:
Shabtai Rosenne

Pour l'Italie:

Pour le Japon:

Pour le Royaume hachémite de Jordanie:

Pour la République de Corée:

Pour le Laos:

Pour le Liban:
N. Sadaka 29 mai 1958

Pour le Libéria:
Rocheforte L. Weeks 27-5-58

Pour la Libye:

Pour le Grand-Duché de Luxembourg:

Pour le Mexique:

Pour Monaco:

Pour le Maroc:

Pour le Népal:
RISHIKESH SHAHA

Pour le Royaume des Pays-Bas:
C. SCHURMANN 31 October 1958

Pour le Nouvelle-Zelande:
FOSS SHANAHAN 29 October 1958

Pour le Nicaragua:

Pour le Royaume de Norvège:

Pour le Pakistan:
ALY KHAN 31st October 1958

Pour le Panama:
CARLOS SUCRE C. 2-5-1958

Pour le Paraguay:

Pour le Pérou:

Pour le République des Philippines:

Pour la Pologne:

« The Government of the Polish People's Republic considers that the rule expressed in article 9 applies to all ships owned or operated by a State ».

J. WINIEWICZ * Oct. 31,58

* *Declaration*: « The Government of the Polish as People's Republic considers that the definition of piracy as contained in the Convention does not fully correspond with the present state of international law in this respect ».

Pour le Portugal: *Sous réserve de ratification*
VASCO VIEIRA GARIN 28 octobre 1958

Pour la Roumanie:

Sous la réserve suivante à l'article 9:

« Le Gouvernement de la République Populaire Roumaine estime que le principe du droit international selon lequel un navire n'est soumis en haute mer qu'à la juridiction de l'Etat sous le pavillon duquel il navigue s'applique à tous le navires d'Etat indifférement du but en vue duquel ils sont utilisés ».

M. MAGHERU ** 31 octobre 1958

** *Declaration*: Le Gouvernement de la République Populaire Roumaine estime que la définition de la piraterie telle qu'elle est formulée dans l'article 15 de la Convention sur la haute mer ne comprend pas certaines actions qui, selon le droit international contemporain, doivent être considérées comme constituant des actes de piraterie ».

Pour Saint-Marin:

Pour l'Arabie Saoudite:

Pour l'Espagne:

Pour le Soudan:

Pour la Suède:

Pour la Suisse:
PAUL RUEGGER 24 mai 1958

Pour la Thaïlande:
LUANG CHAKRAPANI SRISILVISUDDHI
Major General Dr. jur. AMBHORN SRIJAYANTA
CHAPIKORN SRESHTHAPUTRA

Pour la Tunisie:
MONGI SLIM 30 octobre 1958

Pour la Turquie:

Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine:

(*Traduction du Secrétariat*): Réserve * a l'article 9 et déclaration **.

Texte de la réserve et de la déclaration joint en annexe.

L. PALAMARTCHOUK 30 Octobre 1958

* *Texte de la réserve*:

Article 9: Le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine considère que le principe du droit international selon lequel un navire n'est soumis en haute mer qu'à la juridiction de l'Etat sous le pavillon duquel il navigue s'applique sans limitation d'aucune sorte à tous les navires d'Etat.

** *Texte de la déclaration*:

Le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine considère que la définition de la piraterie donnée dans la Convention ne mentionne pas certains actes qui doivent être considérés comme actes de piraterie selon le droit international actuel et ne répond pas à la nécessité d'assurer la liberté de navigation sur les routes maritimes internationales.

Pour l'Union Sud-Africaine:

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

(*Traduction du Secrétariat*): Réserve * à l'article 9 et déclaration **.

Texte de la réserve et de la déclaration joint en annexe.

V. ZORINE

* *Texte des réserve*:

Article 9: Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques considère que le principe du droit international selon lequel un navire n'est soumis en haute mer qu'à la juridiction de l'Etat sous le pavillon duquel il navigue s'applique sans limitation d'aucune sorte à tous les navires d'Etat.

** *Texte de la déclaration*:

Le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques considère que la définition de la piraterie donnée dans la Convention ne mentionne pas certains actes qui doivent être considérés comme actes de piraterie selon le droit international actuel et ne répond pas à la nécessité d'assurer la liberté de navigation sur les routes maritimes internationales.

Pour la République Arabe Unie:

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:
PIERSON DIXON 9 Sept. 1958

Pour les Etats-Unis d'Amérique:
ARTHUR H. DEAN 15 Sept. 1958

Pour l'Uruguay:
VICTOR POMES

Pour le Venezuela: Ad referendum
CARLOS SOSA RODRÍGUEZ October 30 th 1958

Pour le Vietnam:

Pour le Yémen:

Pour la Yougoslavie: Avec la réserve de ratification
MILAN BARTOS
V. POPOVIC

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SEGNI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 febbraio 1962, n. 95.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di Sant'Antonio Abate in località Dovena del comune di Castelfondo (Trento).

N. 95. Decreto del Presidente della Repubblica 12 febbraio 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Trento in data 9 marzo 1961, integrato con postilla del 27 giugno 1961 e con due dichiarazioni del 10 luglio e 17 ottobre 1961, relativo alla erezione della parrocchia di Sant'Antonio Abate, in località Dovena del comune di Castelfondo (Trento).

Visto, *il Guardasigilli:* Bosco
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 marzo 1962
Atti del Governo, registro n. 144, foglio n. 75. — Villa

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 febbraio 1962, n. 96.

Riconoscimento della personalità giuridica della Fondazione di religione, sotto il titolo « Gesù Divino Operaio », con sede in Bologna.

N. 96. Decreto del Presidente della Repubblica 12 febbraio 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Fondazione di religione, sotto il titolo « Gesù Divino Operaio », con sede in Bologna e viene approvato lo statuto della Fondazione stessa.

Visto, *il Guardasigilli:* Bosco
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 marzo 1962
Atti del Governo, registro n. 144, foglio n. 76. — Villa

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 febbraio 1962, n. 97.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di San Bartolomeo Apostolo in frazione Esemon di Sotto del comune di Enemonzo (Udine).

N. 97. Decreto del Presidente della Repubblica 12 febbraio 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Udine in data 24 agosto 1961, integrato con prospetto e dichiarazione del 2 ottobre 1961, relativo alla erezione della parrocchia di San Bartolomeo Apostolo in frazione Esemon di Sotto del comune di Enemonzo (Udine).

Visto, *il Guardasigilli:* Bosco
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 marzo 1962
Atti del Governo, registro n. 144, foglio n. 74. — Villa

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 febbraio 1962, n. 98.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa parrocchiale dell'Immacolata, sita nel comune di Terlizzi (Bari).

N. 98. Decreto del Presidente della Repubblica 12 febbraio 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa parrocchiale dell'Immacolata, sita nel comune di Terlizzi (Bari).

Visto, *il Guardasigilli:* Bosco
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 marzo 1962
Atti del Governo, registro n. 144, foglio n. 78. — Villa

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 febbraio 1962, n. 99.

Riconoscimento della personalità giuridica della Fondazione di religione, denominata « Opera Assistenza Santissima Immacolata - O.A.S.I. », con sede nella parrocchia dei S.S. Quirico e Giulitta, in frazione Chiavazza del comune di Biella (Vercelli).

N. 99. Decreto del Presidente della Repubblica 12 febbraio 1962, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Fondazione di religione, denominata « Opera Assistenza Santissima Immacolata - O.A.S.I. », con sede nella parrocchia dei S.S. Quirico e Giulitta in frazione Chiavazza del comune di Biella (Vercelli), e viene approvato lo statuto della Fondazione stessa.

Visto, *il Guardasigilli:* Bosco
Registrato alla Corte dei conti, addì 12 marzo 1962
Atti del Governo, registro n. 144, foglio n. 77. — Villa

DECRETO MINISTERIALE 29 dicembre 1961.

Sostituzione di un membro effettivo del Collegio dei revisori dei conti della Cassa nazionale di previdenza per gli ingegneri ed architetti.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA
E
IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto l'art. 18 della legge 4 marzo 1958, n. 179, relativa all'istituzione e all'ordinamento della Cassa nazionale di previdenza per gli ingegneri ed architetti;

Visto il proprio decreto in data 16 maggio 1960, concernente la costituzione del Collegio dei revisori dei conti della Cassa medesima;

Vista la nota n. 170136 del 25 novembre 1961, con la quale il Ministero del tesoro designa il dott. Angelo Paolini quale membro effettivo del Collegio dei revisori della Cassa nazionale di previdenza per gli ingegneri ed architetti, in rappresentanza del Ministero medesimo ed in sostituzione del dott. Mario Giardinelli, destinato ad altro incarico;

Considerata la necessità di procedere alla sostituzione anzidetta;

Decreta:

Il dott. Angelo Paolini è chiamato a far parte, quale membro effettivo, del Collegio dei revisori dei conti della Cassa nazionale di previdenza per gli ingegneri ed architetti, in rappresentanza del Ministero del tesoro ed in sostituzione del dott. Mario Giardinelli.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 29 dicembre 1961

Il Ministro per il lavoro e la previdenza sociale
Sullo

Il Ministro per la grazia e giustizia
Gonella

Il Ministro per il tesoro
Taviani

(1841)

DECRETO MINISTERIALE 30 dicembre 1961.
Proroga di concessioni di temporanea importazione.

IL MINISTRO PER LE FINANZE
D'INTESA CON
IL MINISTRO PER IL COMMERCIO CON L'ESTERO

Visto il testo delle disposizioni sulle importazioni ed esportazioni temporanee, approvate con il decreto-legge 18 dicembre 1913, n. 1453, convertito nella legge 17 aprile 1925, n. 473, e le successive modificazioni ed aggiunte;

Visto il regio decreto 6 aprile 1922, n. 547, che approva il regolamento relativo;

Visto il regio decreto-legge 27 ottobre 1937, n. 2209, convertito, con modifiche, nella legge 11 aprile 1938, n. 709, che modifica la procedura per le concessioni di importazione ed esportazione temporanea;

Visti i decreti ministeriali 10 aprile, 1° luglio, 18 luglio e 27 luglio 1961, registrati alla Corte dei conti rispettivamente il 27 maggio 1961 (registro n. 20, foglio n. 258), il 30 agosto 1961 (registro n. 37, foglio n. 212), il 30 agosto 1961 (registro n. 37, foglio n. 213) e il 14 settembre 1961 (registro n. 38, foglio n. 284);

Visto il parere favorevole espresso dal Comitato consultivo per le importazioni ed esportazioni temporanee nella seduta del 30 novembre 1961;

Ricorrendo le condizioni previste dall'art. 1, comma secondo, del regio decreto-legge 27 ottobre 1937, numero 2209, convertito nella legge 11 aprile 1938, n. 709;

Decreta:

Art. 1.

E' prorogata, fino alla data controindicata, senza soluzione di continuità con quelle venute a scadere, la validità delle seguenti concessioni di temporanea importazione, prorogate per ultimo con i controsegnati provvedimenti:

CONCESSIONE DA PROROGARE	Provvedimento che prevede la concessione da prorogare	Data di decorrenza della proroga accordata	Data di scadenza della concessione
1. Acquaviti di vino, per la preparazione di vini marsala prodotti dalla zona delimitata dalla legge 4 novembre 1950, n. 1069 (con validità fino al 2 febbraio 1962)	Decreto ministeriale 27 luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 269 del 28 ottobre 1961)	3 febbraio 1962	2 agosto 1962
2. Ananas, per la preparazione di macedonia di frutta allo sciroppo (con validità fino al 13 gennaio 1962)	Decreto ministeriale 1° luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 247 del 3 ottobre 1961)	14 gennaio 1962	13 luglio 1962
3. Anelli e pattini reggispinta in grafite, per essere montati su autovetture (con validità fino al 26 febbraio 1962)	Decreto ministeriale 27 luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 269 del 28 ottobre 1961)	27 febbraio 1962	26 agosto 1962
4. Apparecchi da registrazione, per la registrazione di esecuzioni di orchestre e di solisti (con validità fino al 6 gennaio 1962)	Decreto ministeriale 1° luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 247 del 3 ottobre 1961)	7 gennaio 1962	6 luglio 1962
5. Bestiame suino, carni e sottoprodotti della macellazione di bestiame suino, freschi, refrigerati, congelati, per la confezione di prodotti in scatola, insaccati, salati, affumicati e per altre lavorazioni (con validità fino al 7 gennaio 1962)	Decreto ministeriale 10 aprile 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 167 dell'8 luglio 1961)	8 gennaio 1962	7 luglio 1962
6. Bozzoli doppi, bozzoli scarti e bozzoli realini, per essere trasformati in filati di doppio e riesportati sotto forma di filati di doppio e di tessuti di filati di doppio (con validità fino al 26 febbraio 1962)	Decreto ministeriale 27 luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 269 del 28 ottobre 1961)	27 febbraio 1962	26 agosto 1962
7. Carbone coke, per essere impiegato quale elemento costitutivo nella fabbricazione di carburo di calcio e di calciocianamide (con validità fino al 10 febbraio 1962)	Decreto ministeriale 27 luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 269 del 28 ottobre 1961)	11 febbraio 1962	10 agosto 1962
8. Carta di pura cellulosa, per il rivestimento di cavi elettrici e di conduttori elettrici (con validità fino all'11 febbraio 1962)	Decreto ministeriale 27 luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 269 del 28 ottobre 1961)	12 febbraio 1962	11 agosto 1962
9. Cartoncino pressato per la fabbricazione di carte da giuoco (con validità fino al 10 febbraio 1962)	Decreto ministeriale 27 luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 269 del 28 ottobre 1961)	11 febbraio 1962	10 agosto 1962
10. Cascami di seta, per essere macerati, pettinati e/o filati (con validità fino al 26 febbraio 1962)	Decreto ministeriale 27 luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 269 del 28 ottobre 1961)	27 febbraio 1962	26 agosto 1962
11. Cloruro di etilene, per la produzione di etilfluido miscela al piombo tetraetile (con validità fino al 28 febbraio 1962)	Decreto ministeriale 27 luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 269 del 28 ottobre 1961)	1° marzo 1962	31 agosto 1962

CONCESSIONE DA PROROGARE	Provvedimento che prevede la concessione da prorogare	Data di decorrenza della proroga accordata	Data di scadenza della concessione
12. Colimicina metasulfonato e colimicina solfato, da sottoporre a controlli vari ed a eventuale depurazione (con validità fino al 19 gennaio 1962)	Decreto ministeriale 1° luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 247 del 3 ottobre 1961)	20 gennaio 1962	19 luglio 1962
13. Eptano (solvente), per essere impiegato nella fabbricazione di coperture, camere d'aria ed articoli vari di gomma (con validità fino al 10 febbraio 1962)	Decreto ministeriale 27 luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 269 del 28 ottobre 1961)	11 febbraio 1962	10 agosto 1962
14. Etere solforico, per la produzione di polvere di lancio alla nitrocellulosa da riesportare anche se contenuta in munizioni (con validità fino al 2 febbraio 1962)	Decreto ministeriale 27 luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 269 del 28 ottobre 1961)	3 febbraio 1962	2 agosto 1962
15. Filati di lana mohair, per la fabbricazione di tessuti (con validità fino al 28 febbraio 1962)	Decreto ministeriale 27 luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 269 del 28 ottobre 1961)	1° marzo 1962	31 agosto 1962
16. Funghi secchi, per essere selezionati, sterilizzati e confezionati (con validità fino al 28 febbraio 1962)	Decreto ministeriale 27 luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 269 del 28 ottobre 1961)	1° marzo 1962	31 agosto 1962
17. Heptacloro e malathion, per la fabbricazione di insettici domestici ed agricoli, liquidi ed in polvere (con validità fino al 30 gennaio 1962)	Decreto ministeriale 1° luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 247 del 3 ottobre 1961)	31 gennaio 1962	30 luglio 1962
18. Lavori di materie plastiche (pagliette), per la fabbricazione e decorazione di berretti, borse ed altri articoli da esportare (con validità fino al 17 febbraio 1962)	Decreto ministeriale 27 luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 269 del 28 ottobre 1961)	18 febbraio 1962	17 agosto 1962
19. Legno di faggio greggio e/o semilavorato, per essere impiegato nella fabbricazione di spole per navette e di altri accessori per macchine tessili (con validità fino al 27 gennaio 1962)	Decreto ministeriale 1° luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 247 del 3 ottobre 1961)	28 gennaio 1962	27 luglio 1962
20. Macchine ed apparecchi per essere sottoposti a lavorazione di trasformazione e modificazione (con validità fino al 27 febbraio 1962)	Decreto ministeriale 27 luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 269 del 28 ottobre 1961)	28 febbraio 1962	27 agosto 1962
21. Olio di semi, per essere impiegato nella produzione della maionese (con validità fino al 9 gennaio 1962)	Decreto ministeriale 1° luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 247 del 3 ottobre 1961)	10 gennaio 1962	9 luglio 1962
22. Pelli grezze, non buone da pellicceria, per essere gropponate, per essere conciate e per essere conciate e rifinite e quindi riesportate anche in forma di gropponi o di frassame (con validità fino al 3 febbraio 1962)	Decreto ministeriale 27 luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 269 del 28 ottobre 1961)	4 febbraio 1962	3 agosto 1962
23. Polistirolo espanso (prodotto di polimerizzazione in pezzi o in polvere senza plastificante), per la trasformazione in blocchi, tubi, profilati, lastre e fogli (con validità fino al 3 gennaio 1962)	Decreto ministeriale 1° luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 247 del 3 ottobre 1961)	4 gennaio 1962	3 luglio 1962
24. Polvere di zinco, per la fabbricazione di litopone (con validità fino al 10 febbraio 1962)	Decreto ministeriale 27 luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 269 del 28 ottobre 1961)	11 febbraio 1962	10 agosto 1962
25. Radici di liquirizia, per la produzione di estratti di liquirizia in pani, in biglie ed in polvere, nonchè di pastigliati (con validità fino al 17 febbraio 1962)	Decreto ministeriale 27 luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 269 del 28 ottobre 1961)	18 febbraio 1962	17 agosto 1962
26. Rhum, per l'aromatizzazione dei vini marsala speciali previsti dalla legge 4 novembre 1950, n. 1069 (con validità fino al 2 febbraio 1962)	Decreto ministeriale 27 luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 269 del 28 ottobre 1961)	3 febbraio 1962	2 agosto 1962

CONCESSIONE DA PROROGARE	Provvedimento che prevede la concessione da prorogare	Data di decorrenza della proroga accordata	Data di scadenza della concessione
27. Seta tratta greggia, bianca o gialla, o seta tussah, per la produzione di tessuti, calze, veli da buratti, manufatti, oggetti cuciti, confezionati, ecc. (con validità fino al 26 febbraio 1962)	Decreto ministeriale 27 luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 269 del 28 ottobre 1961)	27 febbraio 1962	26 agosto 1962
28. Sughero naturale grezzo, di spessore superiore ai mm. 30, per essere impiegato nella fabbricazione di turaccioli per l'imbottigliamento di vini, vermouth e liquori di esportazione, o nella fabbricazione di turaccioli destinati direttamente all'esportazione (con validità fino al 27 febbraio 1962)	Decreto ministeriale 27 luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 269 del 28 ottobre 1961)	28 febbraio 1962	27 agosto 1962
29. Tappi aspersori in banda stagnata, per essere incorporati quali parti di scatole in lamiera di ferro stagnata (con validità fino al 1° gennaio 1962)	Decreto ministeriale 1° luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 247 del 3 ottobre 1961)	2 gennaio 1962	1° luglio 1962
30. Tessuti di lana o di peli fini, puri e assimilati o misti di lana e peli fini, o con altre materie tessili, pesanti in greggio da 160 a 220 gr. il metro quadrato, per essere apparecchiati, tinti, stampati e/o confezionati in sciarpe e/o in fazzoletti, frangiati e/o orlati per conto di committenti esteri (con validità fino al 19 gennaio 1962)	Decreto ministeriale 18 luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 247 del 3 ottobre 1961)	20 gennaio 1962	19 luglio 1962
31. Tessuti gommati, per la fabbricazione di guarnizioni per carde (scardassi) (con validità fino al 2 febbraio 1962)	Decreto ministeriale 27 luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 269 del 28 ottobre 1961)	3 febbraio 1962	2 agosto 1962
32. Tricloro-etanolo, triton, oroton, per la produzione di insetticidi (con validità fino al 25 febbraio 1962)	Decreto ministeriale 27 luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 269 del 28 ottobre 1961)	26 febbraio 1962	25 agosto 1962
33. Tubi di vetro per lampade fluorescenti, per la fabbricazione di tubi fluorescenti a catodo caldo (con validità fino al 19 gennaio 1962)	Decreto ministeriale 1° luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 247 del 3 ottobre 1961)	20 gennaio 1962	19 luglio 1962
34. Tubi flessibili di cartone fortemente pressato, ondulato ed impregnato di sostanze bituminose, per mandata d'aria di riscaldamento nell'interno di autoveicoli in esportazione (con validità fino al 28 febbraio 1962)	Decreto ministeriale 27 luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 269 del 28 ottobre 1961)	1° marzo 1962	31 agosto 1962
35. Vetri da occhialeria e da ottica, greggi, per essere lavorati e riesportati su montature di occhiali da protezione e da sole (con validità fino al 10 febbraio 1962)	Decreto ministeriale 27 luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 269 del 28 ottobre 1961)	11 febbraio 1962	10 agosto 1962
36. Xilolo raffinato, per la fabbricazione di insetticidi, per l'agricoltura e per la disinfestazione di comunità, di aggregati urbani, ecc. (con validità fino al 30 gennaio 1962)	Decreto ministeriale 1° luglio 1961 (*Gazzetta Ufficiale* n. 269 del 28 ottobre 1961)	31 gennaio 1962	30 luglio 1962

Art. 2.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 30 dicembre 1961

Il Ministro per il commercio con l'estero
MARTINELLI

Il Ministro per le finanze
TRABUCCHI

Registrato alla Corte dei conti, addì 15 *febbraio* 1962
Registro n. 6 *Finanze, foglio n.* 105. — BENNATI

(1793)

DECRETO MINISTERIALE 20 gennaio 1962.

Riconoscimento definitivo di stazione di soggiorno e turismo al territorio del comune di Camerino (Macerata).

IL MINISTRO
PER IL TURISMO E LO SPETTACOLO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER L'INTERNO
ED
IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il decreto del Ministro per l'interno di concerto con il Ministro per le finanze in data 21 luglio 1958, con il quale all'intero territorio del comune di Camerino (Macerata) è stato riconosciuto, in via provvisoria, il carattere di stazione di soggiorno e turismo, ai sensi del regio decreto-legge 15 aprile 1926, n. 765, e successive modificazioni;

Vista la deliberazione 18 novembre 1961, n. 86, con la quale il Consiglio comunale di Camerino propone che al territorio del Comune venga confermato, in via definitiva, il riconoscimento di stazione di soggiorno e turismo;

Udito il parere espresso dal Consiglio centrale del turismo nella seduta del 9 novembre 1961, ai sensi dell'art. 1 del decreto del Presidente della Repubblica 27 agosto 1960, n. 1043;

Vista la legge 31 luglio 1959, n. 617;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 27 agosto 1960, n. 1042;

Decreta:

Articolo unico.

E' confermato, in via definitiva, il riconoscimento di stazione di soggiorno e turismo all'intero territorio del comune di Camerino (Macerata) amministrato, per il conseguimento delle finalità turistiche, dalla Azienda autonoma di soggiorno e turismo, con sede in Camerino.

Il Prefetto di Macerata è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Roma, addì 20 gennaio 1962

Il Ministro per il turismo e lo spettacolo
FOLCHI

Il Ministro per l'interno
SCELBA

Il Ministro per le finanze
TRABUCCHI

(1799)

DECRETO MINISTERIALE 12 marzo 1962.

Norme per il rilascio dell'autorizzazione alle navi minori ed ai galleggianti a compiere viaggi all'estero.

IL MINISTRO PER LA MARINA MERCANTILE

Visti gli articoli 136, 146 e 153 del Codice della navigazione approvati con regio decreto 30 marzo 1942, n. 327;

Visto l'art. 304 del regolamento per l'esecuzione del Codice della navigazione (Navigazione marittima) approvato con decreto del Presidente della Repubblica 15 febbraio 1952, n. 328;

Ritenuto necessario stabilire le norme per il rilascio da parte delle autorità marittime dell'autorizzazione alle navi minori ed ai galleggianti a compiere viaggi per l'estero;

Decreta:

Art. 1.

L'autorizzazione a compiere viaggi per l'estero prevista dall'art. 304 del regolamento per l'esecuzione del Codice della navigazione (Navigazione marittima) è rilasciata dai capi di Compartimento marittimo nella circoscrizione dei quali si trova la nave minore o galleggiante, su istanza dei proprietari interessati, tramite l'autorità marittima del luogo ove l'unità è dislocata, la quale esprimerà il proprio parere.

Art. 2.

L'autorizzazione potrà essere concessa soltanto se sulla nave o galleggiante non gravino diritti reali di godimento o di garanzia, a meno che i titolari di tali diritti non diano, per iscritto, il proprio assenso al compimento del viaggio o dei viaggi indicati. Di tale assenso dovrà farsi menzione nel documento di autorizzazione.

Art. 3.

L'autorizzazione dovrà essere concessa viaggio per viaggio, con l'indicazione sia dell'itinerario da seguire sia del periodo entro il quale il viaggio stesso dovrà effettuarsi. Al naviglio iscritto nei registri dei Compartimenti marittimi di confine che sia interessato in traffici di natura locale con la costa della Nazione confinante, ove sia necessario, l'autorizzazione potrà essere rilasciata, anzichè a viaggio, per un periodo di tempo determinato, non superiore a sei mesi, rinnovabile, e dovrà precisare l'itinerario da seguire.

Art. 4.

Nei casi in cui la nave minore o galleggiante non sia in possesso di certificato di classe, di navigabilità o di idoneità in corso di validità o in genere di documenti che abiliti al viaggio per il quale viene chiesta l'autorizzazione, l'autorità marittima, se lo ritiene necessario, in relazione al tonnellaggio del natante ed al suo stato di conservazione, chiederà a corredo della domanda una dichiarazione del R.I.Na. attestante lo stato di efficienza ovvero l'idoneità dell'unità stessa ad effettuare il viaggio.

Art. 5.

L'unità dovrà essere dotata dei mezzi di salvataggio, di tipo approvato, necessari, in relazione al numero delle persone imbarcate.

Art. 6.

I componenti dell'equipaggio, nonchè i passeggeri per quel che riguarda la navigazione da diporto, se non sono provvisti di idoneo libretto di navigazione dovranno essere in possesso di passaporto in regolare corso di validità.

Art. 7.

L'autorizzazione dovrà sempre contenere la prescrizione che la navigazione potrà essere iniziata con tempo e mare assicurati e dovrà svolgersi entro il limite delle venti miglia dalla costa.

Art. 8.

L'autorizzazione dovrà precisare che l'unità alla quale si riferisce è di nazionalità italiana, sarà consegnata alla persona preposta al comando dell'unità, e sarà esibita a richiesta degli ufficiali ed agenti di polizia marittima e portuale.

Art. 9.

Gli estremi dell'autorizzazione saranno annotati sulla licenza.

Art. 10.

Per le navi da diporto a vela sfornite di motore ausiliario oltre alle prescrizioni di cui sopra dovrà essere accertata l'esistenza a bordo del numero necessario di persone idonee alla manovra delle vele, in relazione alla particolare attrezzatura di ciascuna unità.

Art. 11.

Le presenti norme, non si applicano alle navi minori comunque abilitate al trasporto passeggeri.

Roma, addì 12 marzo 1962

Il Ministro: MACRELLI

(1800)

DECRETO MINISTERIALE 13 marzo 1962.

Protezione temporanea di invenzioni, modelli e marchi, relativi ad oggetti che figureranno nella « XXVI Fiera di Bologna - Campionaria con settori internazionali specializzati », che avrà luogo a Bologna.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto l'art. 8 del regio decreto 29 giugno 1939, n. 1127, riguardante la protezione temporanea delle nuove invenzioni industriali che figurano nelle esposizioni;

Visti gli articoli 1 del regio decreto 25 agosto 1940, n. 1411, e 6 del regio decreto 21 giugno 1942, n. 929, riguardanti la protezione temporanea dei nuovi modelli industriali dei nuovi marchi d'impresa relativi a prodotti che figurano nelle esposizioni;

Vista la legge 1° luglio 1959, n. 514;

Vista la domanda inoltrata dal presidente dell'Ente organizzatore dell'esposizione;

Decreta:

Articolo unico.

Le invenzioni industriali, i modelli di utilità, i modelli o disegni ornamentali, i marchi d'impresa relativi ad oggetti che figureranno nella « XXVI Fiera di Bologna - Campionaria con settori internazionali specializzati », che avrà luogo a Bologna, dall'8 al 22 maggio 1962, godranno della protezione temporanea stabilita dai decreti richiamati nelle premesse.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana e nel Bollettino dei brevetti per invenzioni, modelli e marchi.

Roma, addì 13 marzo 1962

p. *Il Ministro*: CERVONE

(1836)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vacanza della cattedra di « Fisica matematica » presso la Facoltà di scienze matematiche, fisiche e naturali della Università di Torino.

Ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la Facoltà di scienze matematiche, fisiche e naturali dell'Università di Torino è vacante la cattedra di « Fisica matematica » cui la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande, direttamente al preside della Facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(1856)

Vacanza della cattedra di « Storia del diritto romano » presso la Facoltà di giurisprudenza della Università di Bologna.

Ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la Facoltà di giurisprudenza dell'Università di Bologna, è vacante la cattedra di « Storia del diritto romano », cui la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande, direttamente al preside della Facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(1857)

Vacanza della cattedra di « Diritto della navigazione » presso la Facoltà di giurisprudenza della Università di Genova.

Ai sensi e per gli effetti di cui all'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la Facoltà di giurisprudenza dell'Università di Genova, è vacante la cattedra di « Diritto della navigazione » cui la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo dovranno presentare le proprie domande, direttamente al preside della Facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(1858)

MINISTERO DELLA SANITA'

Autorizzazione alla libera vendita dell'acqua minerale denominata « Gallo »

Con decreto n. 770 del 14 marzo 1962 la Società a responsabilità limitata Acqua Gallo Sagma, con sede in Amandola è autorizzata a smerciare in bottiglie l'acqua medio-minerale bicarbonato calcica magnesiaca denominata Gallo che sgorga dalle sorgenti omonime in località Cremore Morignano nel territorio dei comuni di Amandola e Montefortino (Ascoli Piceno).

L'acqua minerale sarà venduta in bottiglie di vetro verde tipo Vichy della capacità di due litri, un litro, mezzo litro ed un quarto di litro contrassegnate da etichette rettangolari rispettivamente delle dimensioni di cm. 22,5 x cm. 11 per i recipienti da due litri e da un litro e di cm. 17,5 x cm. 9 per i recipienti da mezzo litro ed un quarto di litro, stampate su fondo bianco lateralmente e celeste nel riquadro centrale dove figura una bottiglia e sopra un gallo in un disco bianco e giallo con la scritta « « Fonte Gallo ». Si legge dall'alto in basso: Acqua minerale Gallo - Sorgente nel comune di Montefortino (mt. 650 s.m.) provincia di Ascoli Piceno. Nel riquadro di sinistra, stampate su fondo bianco, sono riportate le indicazioni

cliniche redatte dal prof. Mariano Messini direttore dell'Istituto di terapia medica sistematica ed idrologia medica dell'Università di Roma e successivamente il giudizio di purezza batteriologica formulato in data 15 aprile 1961 dal prof. Alessandro Seppilli direttore dell'Istituto di igiene dell'Università di Perugia. In fondo la frase « addizionata con CO_2 ». Ai lati destro e sinistro del corpo centrale sono sommariamente riportate le indicazioni terapeutiche scritte in lingua italiana, francese, inglese e tedesco ed inferiormente a sinistra alcune notizie sulla località dove sgorga la sorgente ed a destra la ragione sociale e la sede della società concessionaria. Il tutto conforme agli esemplari allegati al presente decreto.

Nel riquadro di destra, stampati su fondo bianco, sono riportati i dati relativi alle costanti chimico-fisiche ed alle sostanze presenti in un litro di acqua secondo l'analisi eseguita l'11 aprile 1960 dal prof. Vito Bellavita, direttore dell'Istituto di chimica generale ed inorganica dell'Università di Perugia. In fondo gli estremi del presente decreto di autorizzazione.

L'acqua minerale verrà addotta mediante tubazione in acciaio inossidabile dalla sorgente allo stabilimento di imbottigliamento appositamente costruito e sarà addizionata di gas acido carbonico.

La chiusura delle bottiglie sarà fatta con tappi corona in modo da evitare alterazioni o sostituzioni dell'acqua minerale.

La sorgente avrà una zona di protezione del raggio di metri centoventi e sarà opportunamente delimitata con recinzione metallica.

(1817)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione al comune di Santa Caterina Albanese ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1961

Con decreto ministeriale in data 13 febbraio 1962, registrato alla Corte dei conti il 5 marzo 1962, registro n. 7 Interno, foglio n. 93, l'Amministrazione comunale di Santa Caterina Albanese (Cosenza) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 6.070.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1961 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(1784)

Autorizzazione al comune di Saracena ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1961

Con decreto ministeriale in data 12 febbraio 1962, registrato alla Corte dei conti il 5 marzo 1962, registro n. 7 Interno, foglio n. 101, l'Amministrazione comunale di Saracena (Cosenza) viene autorizzata ad assumere un mutuo di L. 4.070.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1961 e l'Istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(1785)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 56

Corso dei cambi del 21 marzo 1962 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	620,99	620,98	620,96	620,97	620,95	620,98	620,93	620,95	620,99	620,97
$ Can.	592,40	592 —	592 —	592,075	592 —	592,80	591,975	592,30	592,40	592,20
Fr. Sv.	143,02	143,14	143,16	143,12	143,12	143,02	143,14	143 —	143,02	143,11
Kr. D.	90,31	90,30	90,30	90,305	90,25	90,31	90,29	90,30	90,31	90,30
Kr. N.	87,20	87,20	87,2075	87,19	87,27	87,20	87,185	87,20	87,20	87,20
Kr. Sv.	120,61	120,65	120,65	120,68	120,65	120,65	120,64	120,60	120,65	120,65
Fol.	172,05	172,05	172,03	172,04	172,10	172,04	172,035	172 —	172,05	172,05
Fr. B.	12,47	12,475	12,475	12,475	12,47625	12,48	12,4745	12,47	12,47	12,475
Fr. Fr. (N.F.)	126,73	126,73	126,74	126,73	126,74	126,73	126,735	126,70	126,73	126,74
Lst.	1748,90	1748,90	1749,20	1749,15	1748,90	1748,92	1749 —	1749 —	1748,90	1748,90
Dm. occ.	155,28	155,30	155,32	155,305	155,30	155,28	155,30	155,25	155,28	155,28
Scell. Austr.	24,05	24,05	24,055	24,0575	24 —	24,06	24,057	24,05	24,05	24,055
Escudo Port.	21,81	21,80	21,80	21,81	21,80	21,81	21,80	21,80	21,81	21,81

Media dei titoli del 21 marzo 1962

Titolo	Valore
Rendita 5 % 1935	108,125
Redimibile 3,50 % 1934	99,75
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	89 —
Id. 5 % (Ricostruzione)	100,875
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	99,95
Id. 5 % (Città di Trieste)	100,10
Id. 5 % (Beni Esteri)	99,975
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° gennaio 1963)	103,50
Id. 5 % (» 1° aprile 1964)	103,55
Id. 5 % (» 1° aprile 1965)	103,65
Id. 5 % (» 1° aprile 1966)	104 —
Id. 5 % (» 1° gennaio 1968)	104,25
Id. 5 % (» 1° aprile 1969)	104,15
Id. 5 % (» 1° gennaio 1970)	104,725
B. T. Poliennali 5 % (» 1° ottobre 1966)	103,60

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 21 marzo 1962

Valuta	Cambio
1 Dollaro USA	620,95
1 Dollaro canadese	592,025
1 Franco svizzero	143,13
1 Corona danese	90,297
1 Corona norvegese	87,187
1 Corona svedese	120,66
1 Fiorino olandese	172,037
1 Franco belga	12,475
1 Franco nuovo (N.F.)	126,732
1 Lira sterlina	1749,075
1 Marco germanico	155,302
1 Scellino austriaco	24,057
1 Escudo port.	21,805

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Diario della prova scritta del concorso a cinquantasei posti di dattilografo negli uffici giudiziari

IL GUARDASIGILLI
MINISTRO PER LA GRAZIA E GIUSTIZIA

Visto il decreto ministeriale 6 novembre 1961, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 307 del 12 dicembre 1961, col quale è stato bandito un concorso per esami a cinquantasei posti di dattilografo negli uffici giudiziari;

Poichè occorre fissare il diario delle prove scritte di esame del concorso medesimo;

Visti gli articoli 14 e 54 della legge 23 ottobre 1960, n. 1196;

Decreta:

La prova scritta obbligatoria del concorso per esame a cinquantasei posti di dattilografo negli uffici giudiziari, indetto con decreto ministeriale 6 novembre 1961, avrà luogo in Roma, nel giorno 11 giugno 1962, con inizio alle ore otto.

La prova scritta dell'esame facoltativo di lingua tedesca avrà luogo in Roma, il giorno 12 giugno 1962, con inizio alle ore otto.

Roma, addì 21 febbraio 1962

p. *Il Ministro*: DOMINEDÒ

Registrato alla Corte dei conti, addì 10 marzo 1962
Registro n. 28 Grazia e giustizia, foglio n. 81. — BOVIO

(1821)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Concorso a trentadue posti di vice esperto in prova nel ruolo tecnico dell'agricoltura della carriera di concetto

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visti i decreti del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3 e 3 maggio 1957, n. 686, che approvano rispettivamente il testo unico delle disposizioni sullo statuto degli impiegati civili dello Stato e le relative norme di esecuzione;

Visto il regolamento organico per il personale del Ministero approvato con il regio decreto 23 ottobre 1930, n. 1885 e modificato con i regi decreti 2 marzo 1933, n. 318 e 27 giugno 1937, n. 1354;

Valutato il fabbisogno di personale nel ruolo tecnico dell'agricoltura in relazione alle esigenze di servizio;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per esami a trentadue posti di vice esperto in prova nel ruolo tecnico dell'agricoltura della carriera di concetto.

Art. 2.

Per essere ammessi al concorso gli aspiranti debbono:

a) essere in possesso del diploma di perito agrario o di perito tecnico industriale, specializzazione mineraria;

b) aver compiuto il 18° anno di età e non superato il 32° anno o gli altri limiti massimi di età indicati al successivo articolo 4;

c) essere cittadini italiani. Sono equiparati ai cittadini gli italiani non appartenenti alla Repubblica;

d) aver sempre tenuto buona condotta;

e) essere fisicamente idonei all'impiego cui aspirano;

f) avere ottemperato alle leggi sul reclutamento militare;

g) non essere esclusi dall'elettorato attivo politico;

h) non essere stati destituiti o dispensati dal servizio presso una pubblica Amministrazione o decaduti da un impiego statale per i motivi di cui all'art. 27, lettera *d*) del testo unico citato nelle premesse.

I requisiti prescritti devono essere posseduti alla data di scadenza del termine stabilito per la presentazione delle domande di ammissione.

Art. 3.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta bollata da L. 200, dovranno pervenire al Ministero dell'agricoltura e delle foreste, Direzione generale degli affari generali, Ufficio concorsi - Roma, via XX Settembre n. 20, entro il sessantesimo giorno dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Non saranno accolte le domande pervenute, per qualsiasi causa, oltre detto termine.

E' fatto obbligo agli aspiranti di dichiarare nella domanda:

1) il proprio cognome e nome;

2) il concorso al quale chiedono di essere ammessi;

3) il luogo e la data di nascita.

I candidati che abbiano superato il 32° anno di età alla data di scadenza del termine stabilito per la presentazione delle domande di ammissione al concorso dovranno precisare quale tra i titoli indicati al successivo art. 4 dà loro diritto alla necessaria elevazione di detto limite ai fini della ammissione;

4) il titolo di studio posseduto;

5) di essere cittadini italiani o il titolo di equiparazione;

6) il Comune nelle cui liste elettorali essi sono iscritti o i motivi della mancata iscrizione;

7) la loro posizione nei riguardi degli obblighi militari;

8) le eventuali condanne penali riportate e i procedimenti penali eventualmente pendenti;

9) gli eventuali servizi prestati presso pubbliche Amministrazioni e le cause di risoluzione del rapporto d'impiego;

10) la propria residenza e il preciso indirizzo al quale il Ministero dovrà inviare le comunicazioni concernenti il concorso.

La domanda dovrà essere sottoscritta dall'aspirante e la firma del medesimo dovrà essere autenticata da un notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza.

Per gli aspiranti che siano dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio presso il quale prestano servizio.

Art. 4.

Il limite massimo di 32 anni di età di cui al precedente art. 2 è elevato:

a) di due anni per i coniugati e di un anno in più per ogni figlio vivente;

b) di cinque anni per i concorrenti che beneficino delle disposizioni a favore dei combattenti (combattenti ed assimilati, profughi, cittadini deportati dal nemico);

c) a 39 anni per i decorati al valore militare, per i promossi per merito di guerra, per i capi di famiglia numerosa (costituita da almeno sette figli viventi compresi fra essi anche i figli caduti in guerra);

d) a 40 anni per coloro che abbiano riportato sanzioni penali o di polizia per comportamento contrario al regime fascista e per coloro che siano stati deportati o internati per motivi di persecuzione razziale;

e) a 45 anni per i candidati mutilati ed invalidi di guerra o per fatto di guerra e categorie assimilate nonchè per gli invalidi per servizio. Non sono però ammessi al beneficio dell'elevazione indicata gli invalidi ascritti alla 9ª e 10ª categoria delle pensioni di guerra di cui al decreto luogotenenziale 20 maggio 1917, n. 876, ad eccezione di quelli contemplati dalle voci da 4 a 10 della categoria 9ª e da 3 a 6 della categoria 10ª nonchè gli invalidi per lesioni di cui alla tabella *B* annessa al regio decreto 13 luglio 1923, n. 1491, ad eccezione di quelli contemplati dalle voci 4 e da 6 a 11 della tabella stessa. La predetta elevazione non spetta inoltre gli invalidi per servizio affetti dalle lesioni contemplate nelle voci da 4 a 10 della tabella *B* annessa alla legge 10 agosto 1950, n. 648.

Ai candidati già colpiti dalle abrogate leggi razziali non viene computato, agli effetti del limite massimo di età, il periodo di tempo intercorso dal 5 settembre 1938 al 9 agosto 1944.

Per gli assistenti universitari ordinari cessati dal servizio per motivi non disciplinari e per gli assistenti straordinari, volontari o incaricati, sia in attività di servizio, sia cessati per ragioni non disciplinari, il limite massimo di età è aumentato, rispettivamente, di un periodo eguale e di un periodo pari alla metà di quello prestato in qualità di assistente.

I benefici di cui alle lettere *a*), *b*), *c*) ed ai commi secondo e terzo sono cumulabili purchè complessivamente non si superi i quaranta anni di età.

Non è prescritto alcun limite di età per gli impiegati statali dei ruoli ordinari o dei ruoli aggiunti, nonchè per i sottufficiali dell'Esercito, della Marina, dell'Aeronautica che in applicazione dei decreti legislativi del Capo provvisorio dello Stato 13 maggio 1947, n. 500 e 5 settembre 1947, n. 1220, siano cessati dal servizio e non siano stati contemporaneamente reimpiegati come civili.

Per il personale licenziato dagli enti soppressi a' sensi della legge 4 dicembre 1956, n. 1404, il limite massimo di età e di 45 anni, semprechè alla scadenza del termine stabilito per la presentazione della domanda di ammissione al concorso non siano decorsi cinque anni dalla data di cessazione del rapporto d'impiego.

Art. 5.

Gli esami del concorso si svolgeranno a Roma e consteranno di tre prove scritte e di una prova orale sulle materie di cui al programma annesso al presente decreto.

Il diario delle prove scritte sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* e comunicato ai candidati ammessi al concorso non meno di quindici giorni prima dell'inizio delle prove stesse.

Saranno ammessi alla prova orale i candidati che avranno riportato la media di almeno sette decimi nelle prove scritte e non meno di sei decimi in ciascuna di esse.

I candidati che conseguiranno l'ammissione alle prove orali riceveranno comunicazione della data in cui dovranno sostenerle, almeno venti giorni prima.

La prova orale non si intende superata se il candidato non ottenga la votazione di almeno sei decimi.

La votazione complessiva sarà stabilita dalla somma della media dei punti riportati nelle prove scritte e del punto ottenuto in quella orale.

Per essere ammessi alle singole prove, i candidati dovranno esibire un valido documento di identificazione.

Art. 6.

Espletate le prove del concorso la Commissione giudicatrice formerà la graduatoria di merito con l'indicazione della votazione complessiva conseguita da ciascun candidato.

La graduatoria dei vincitori sarà formata con la osservanza delle disposizioni vigenti in materia di preferenza a parità di merito e di quelle che prevedono precedenze a favore di particolari categorie (invalidi di guerra e categorie assimilate, invalidi per servizio, combattenti e categorie assimilate o, in mancanza di questi, orfani di guerra e categorie assimilate e figli degli invalidi di guerra aventi pensione o assegno rinnovabile di prima categoria.

Le riserve di posti derivanti dalle precedenze sopra cennate non potranno complessivamente superare la metà dei posti messi a concorso. Se in relazione a tale limite si imporra una riduzione dei posti da riservare secondo legge, essa verrà attuata in misura proporzionale per ciascuna categoria di aventi diritto a riserva.

Art. 7.

Ai fini della formazione della graduatoria dei vincitori e di quella degli idonei, i candidati che abbiano superato la prova orale e intendano far valere titoli di preferenza o di precedenza nalla nomina dovranno far pervenire al Ministero, entro venti giorni dalla data in cui avranno ricevuto apposita lettera di invito, i documenti attestanti il possesso di tali titoli di cui alle lettere che seguono:

a) i mutilati e gli invalidi di guerra ed i mutilati e gli invalidi, militari o civili, per fatto di guerra e categorie assimilate: la prescritta dichiarazione della competente Rappresentanza provinciale dell'Opera nazionale per gli invalidi di guerra, oppure il certificato mod. 69 rilasciato dal Ministero del tesoro - Direzione generale delle pensioni di guerra oppure il decreto di concessione della relativa pensione;

b) i mutilati e gli invalidi per servizio: il modello 69-*ter* rilasciato dall'Amministrazione centrale al cui servizio hanno contratto l'invalidità oppure il decreto di concessione della pensione.

Dai documenti di cui alle lettere *a*) e *b*) dovrà risultare la categoria di pensione cui gli invalidi sono ascritti o la voce dell'invalidità da cui sono stati colpiti, quando non si tratti di pensioni delle prime otto categorie;

c) gli ex combattenti militari o militarizzati e categorie assimilate: la prescritta dichiarazione integrativa munita di bollo da L. 100, rilasciata dalle competenti autorità militari in originale o in copia notarile dell'originale o in copia fotografica autenticata con il bollo dell'ente che ha rilasciato l'originale e la firma del comandante dell'ente stesso.

Per i combattenti ed assimilati dell'ultima guerra la dichiarazione integrativa dovrà essere di data posteriore al 21 marzo 1948;

d) gli addetti civili alle operazioni di bonifica di campi minati o al rastrellamento di ordigni esplosivi: apposito certificato in carta bollata da L. 100, rilasciato dal Ministero della difesa a' sensi dell'articolo 3 del decreto presidenziale 17 marzo 1949, n. 212;

e) i cittadini reduci dalla deportazione: apposita attestazione in carta bollata da L. 100 rilasciata dal prefetto della Provincia di residenza;

f) i profughi: una attestazione in bollo da L. 100, del prefetto della Provincia che ha provveduto all'accertamento della qualità di profugo o, se non abbiano la residenza nel territorio dello Stato italiano, dal Prefetto di Roma.

Per i profughi dell'Africa sarà valido anche il certificato a suo tempo rilasciato dal soppresso Ministero dell'Africa italiana.

I profughi dall'Egitto, dalla Tunisia e da Tangeri, di cui all'art. 1 della legge 25 ottobre 1960, n. 1306: i documenti in bollo previsti dallo stesso art. 1 della predetta legge;

g) gli orfani di caduti in guerra o per fatto di guerra e categorie assimilate: un certificato del competente Comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza agli orfani di guerra, in bollo da L. 100;

h) gli orfani dei caduti per servizio: un certificato in bollo da L. 100 del competente Ufficio del lavoro e della massima occupazione;

i) i figli dei mutilati ed invalidi di guerra o per fatto di guerra e categorie assimilate ed i figli dei mutilati ed invalidi per servizio: un certificato in bollo da L. 100, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza attestante anche la categoria di pensione di cui fruisce il genitore;

l) i decorati di medaglia o di croce di guerra al valore militare, i promossi per merito di guerra, i feriti in combattimento e gli insigniti di croce di guerra o altra attestazione speciale di merito di guerra: l'originale o copia autenticata del relativo brevetto o del documento di concessione;

m) le madri, le vedove non rimaritate e le sorelle vedove e nubili dei caduti in guerra o per fatto di guerra e categorie assimilate, e dei caduti per servizio: un certificato in carta bollata da L. 100 rilasciato dal sindaco del Comune di residenza;

n) i candidati che abbiano prestato lodevole servizio per non meno di un anno presso il Ministero dell'agricoltura e foreste e quelli che abbiano prestato lodevole servizio nelle Amministrazioni dello Stato: un certificato in tal senso rilasciato su carta bollata da L. 100 dall'Amministrazione di dipendenza;

o) i coniugati, i vedovi con prole ed i capi di famiglia numerosa: lo stato di famiglia in bollo da L. 100, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza.

Art. 8.

Riconosciuta la regolarità del procedimento, la graduatoria di merito sarà approvata con decreto ministeriale sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'ammissione all'impiego.

La graduatoria dei vincitori del concorso e quella dei dichiarati idonei saranno pubblicate nel Bollettino ufficiale del Ministero. Di tale pubblicazione sarà data notizia mediante avviso pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Dalla data di pubblicazione dell'avviso nella *Gazzetta Ufficiale* decorrerà il termine per le eventuali impugnative.

Art. 9.

Ai fini dell'accertamento dei requisiti per l'ammissione all'impiego, gli aspiranti utilmente collocati in graduatoria dovranno far pervenire al Ministero, entro trenta giorni, a pena di decadenza, dalla data di ricevimento della lettera con la quale verrà loro fatto apposito invito, i sottoelencati documenti:

1) estratto dell'atto di nascita in bollo da L. 100, rilasciato dall'ufficiale di stato civile del Comune di origine o del Comune in cui l'atto è stato trascritto.

Coloro che per la partecipazione al concorso si siano avvalsi del beneficio della elevazione del limite di età, dovranno dimostrare di aver titolo a tale beneficio trasmettendo i documenti del caso indicati nel precedente art. 7, qualora non li abbiano già trasmessi ai fini di cui allo stesso articolo.

I candidati che per comportamento contrario al regime fascista abbiano riportato sanzioni penali presenteranno copia della sentenza emessa a loro carico; i candidati che per lo stesso motivo abbiano riportato sanzioni di polizia e coloro che siano stati deportati o internati per motivi di persecuzione razziale dovranno dimostrare tale loro condizione mediante attestazione rilasciata dal prefetto della Provincia in carta bollata da L. 100.

I candidati già colpiti dalle abrogate leggi razziali presenteranno un certificato in carta legale della competente autorità israelitica.

Gli assistenti universitari dovranno presentare un certificato del rettore dell'Università attestante la qualifica e la durata del servizio prestato. Per gli assistenti che siano cessati dal servizio, il certificato dovrà indicare i motivi della cessazione.

I profughi disoccupati dovranno trasmettere una attestazione dello stato di disoccupazione rilasciato in bollo da lire 100 dal competente Ufficio provinciale del lavoro e della massima occupazione o dall'Ufficio di collocamento in cui sono iscritti;

2) diploma originale del titolo di studio o copia autenticata da notaio su carta bollata da L. 200. Per il caso che il diploma non sia stato ancora rilasciato è consentita la presentazione del certificato - diploma contenente l'annotazione che lo stesso sostituisce a tutti gli effetti il diploma fino al rilascio di quest'ultimo;

3) certificato di cittadinanza italiana su carta da bollo da L. 100, rilasciato dal sindaco del Comune di origine o di residenza o dall'ufficiale di stato civile del Comune di origine;

4) certificato di godimento dei diritti politici su carta da bollo da L. 100 rilasciato dal sindaco del Comune di origine o di residenza. Per i minori degli anni 21 il certificato dovrà contenere la dichiarazione che il candidato non è incorso in alcuna delle cause che, a termini delle disposizioni vigenti, impediscono il possesso di detti diritti;

5) certificato generale del casellario giudiziale su carta bollata da L. 200, rilasciato dal segretario della Procura della Repubblica;

Il predetto documento non può essere sostituito con il certificato penale;

6) copia od estratto dello stato di servizio militare o del foglio matricolare, in bollo da L. 200, rilasciato dalla competente autorità militare.

Tale documento dovrà essere presentato anche dai candidati che non abbiano ancora prestato servizio militare, ma siano stati riformati successivamente alla presentazione alle armi oppure siano stati già dichiarati abili arruolati dal competente Consiglio di leva. I candidati della leva di mare di quest'ultima categoria presenteranno il certificato di leva in bollo da L. 100, rilasciato dalla capitaneria di porto competente.

I candidati che siano stati dichiarati riformati o rivedibili dal Consiglio di leva dovranno presentare il certificato di esito di leva rilasciato in bollo da L. 100 dal sindaco del Comune, vistato dal commissario di leva, oppure, per i candidati della leva di mare rilasciato dal commissario di leva e vistato dal comandante di porto.

I candidati che non siano stati ancora sottoposti a giudizio del Consiglio di leva dovranno presentare il certificato di iscrizione nelle liste di leva rilasciato dal sindaco o, se assegnati alla leva marittima, dalla capitaneria di porto, in bollo da L. 100;

7) certificato medico su carta bollata da L. 100, rilasciato dal medico provinciale o da un medico militare o dall'ufficiale sanitario del Comune, attestante la idoneità fisica al servizio continuativo ed incondizionato nell'impiego al quale si riferisce il concorso.

Per i candidati che siano invalidi di guerra o per fatto di guerra e categorie assimilate od invalidi per servizio, il certificato medico dovrà essere rilasciato dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza e contenere la descrizione delle condizioni attuali dell'invalido risultanti dall'esame obbiettivo e la dichiarazione che il candidato è fisicamente idoneo all'impiego al quale concorre e che, per la natura ed il grado della sua invalidità, egli non può riuscire di pregiudizio alla salute ed incolumità dei compagni di lavoro.

L'Amministrazione si riserva in ogni caso di sottoporre a visita medica i candidati per i quali lo ritenga necessario.

I candidati che siano dipendenti statali di ruolo o dei ruoli aggiunti potranno produrre soltanto una copia integrale dello stato matricolare, relativo all'impiego civile, rilasciato dalla propria Amministrazione, in bollo da L. 200, il titolo di studio ed il certificato medico.

Per i candidati che si trovino in servizio militare il certificato di godimento dei diritti politici, il certificato medico e la copia dello stato di servizio militare o del foglio matricolare potranno essere sostituiti da un'unica dichiarazione rilasciata, su carta bollata da L. 100, dal comandante del Corpo di appartenenza, attestante la loro qualità, la buona condotta e l'idoneità fisica all'impiego al quale si riferisce il concorso.

I profughi dei territori di confine di cui al decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 24 febbraio 1947, n. 60, che abbiano presso altri uffici pubblici atti o documenti dai quali risultino le posizioni giuridiche e le situazioni di fatto da comprovare, possono produrre copie di tali documenti od atti autenticate dagli stessi uffici pubblici od anche far riferimento a quei documenti o atti indicando l'autorità che li ha rilasciati e l'ufficio pubblico che li conserva. Gli stessi profughi possono inoltre presentare documenti diversi da quelli prescritti purchè dal Ministero possano essere riconosciuti idonei.

Per tutti gli altri candidati non è ammesso il riferimento a documenti presentati in precedenza al Ministero o ad altre Amministrazioni.

Il certificato medico, il certificato generale del casellario giudiziale, il certificato di godimento dei diritti politici e quello di cittadinanza italiana dovranno essere di data non anteriore di tre mesi a quella della lettera di invito a presentarli.

I documenti che la legge sul bollo consente agli indigenti di presentare in carta libera dovranno contenere gli estremi dell'attestazione di indigenza rilasciata dal sindaco del Comune o dall'autorità di pubblica sicurezza.

L'Amministrazione non assume alcuna responsabilità per il caso di dispersione di comunicazioni, dipendenti da inesatte indicazioni del recapito da parte dell'aspirante o da mancata oppure tardiva comunicazione del cambiamento dell'indirizzo indicato nella domanda, nè di eventuali disguidi postali o telegrafici non imputabili a colpa della Amministrazione stessa.

I vincitori del concorso che risulteranno in possesso di tutti i requisiti prescritti saranno nominati in prova per un periodo di sei mesi. Essi dovranno accettare la sede di servizio che verrà loro assegnata. Qualora non assumano servizio entro il termine fissato decadranno dalla nomina.

Compiuto detto periodo gli impiegati che avranno ottenuto giudizio favorevole saranno nominati in ruolo. Nel caso di giudizio sfavorevole, il periodo di prova sarà prorogato di altri sei mesi, al termine dei quali, ove il giudizio sia ancora sfavorevole, sarà dichiarata la risoluzione del rapporto di impiego.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 28 dicembre 1961

Il Ministro: RUMOR

Registrato alla Corte dei conti, addì 6 febbraio 1962
Registro n. 4 Agricoltura e foreste, foglio n. 53. — DI STEFANO

PROGRAMMA DEGLI ESAMI

Prove scritte:
1. Agronomia e coltivazioni erbacee ed arboree;
2. Zootecnia;
3. Patologia vegetale ed entomologia agraria.

Prova orale:
1. Le materie delle prove scritte;
2. Economia rurale ed estimo;
3. Industrie agrarie;
4. Costruzioni rurali e meccanica agraria;
5. Nozioni di legislazione rurale e di statistica agraria.

(1221)

PETTINARI UMBERTO, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.